



L'ACTION FRANÇAISE

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2745 | 62^e année | Du 3 au 16 avril 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

AU LYCÉE PA-PA AU LYCÉE PA-PI...

« On n'est pas des imbéciles.

On a même de l'instruction... »

Tout le monde connaît l'hymne fameux des élèves du non moins fameux Lycée Papillon. Eh bien ! Connaissances dignes du lycée Papillon, plus dose réglementaire d'esprit de repentance sont les deux mamelles du révisionniste de sacristie républicaine, avec lequel, à grand déploiement de pédagogie, sont données les explications idoines dans la commune et sur le site de la bataille de 732 où l'armée franque de Charles Martel bloqua la montée vers le nord de l'invasion islamique.

Car, désormais – c'est officiel –, il faut admettre que les barbares occidentaux se sont, ce jour-là, refusés à la civilisation que leur proposaient si magnanimement les rayonnants héros venus d'Orient ; que le grossier et inculte duc des Francs n'a pas été sensible à la culture, à la finesse, au désintéressement de ce parfait homme du monde qu'était l'émir Abderrahmane. Hora et potestas tenebrarum !

Allons ! En 2008, il n'est plus temps de se lamenter. Et, pour aller au terme des choses, il conviendrait de compléter cet enseignement en montrant qu'en quelques décennies, la république a rattrapé le temps perdu par un millénaire et demi d'obscurantisme carolingien et capétien, puisque aujourd'hui, en France, des millions d'émirs Abderrahmane font généreusement profiter les Français de leur prodigieuse avance culturelle et sociale, et entraînent notre pays vers des sommets de civilisation et de prospérité.

DIOGÈNE

« Le royalisme, c'est apprécier la France et les Français »

Contre
le régime des partis
fauteur de haines

Pages 2 et 16

Raisons d'A.F.

■ Une fois de plus, des milliers de manifestants sur le pavé des grandes villes de France. Spectacle banal dans une société où, du fait de la pente naturelle à la démocratie, la maîtrise des trucs du spectacle a définitivement remplacé la politique ! À l'Action française, où il y a belle lurette que nous donnons toutes les preuves de l'incohérence et de la nocivité foncières du gouvernement républicain tel qu'il est infligé à notre pays, le défilé de ces milliers de retraités réclamant un relèvement de leurs pensions nous semble à la fois attristant et dérisoire.

Comment ne pas compatir, en effet, avec ces personnes qui, ayant "cotisé" durant toute leur vie active dans le cadre du système obligatoire par répartition, se trouvent, pour beaucoup d'entre elles, le moment de la retraite arrivé, ravalées au niveau des minima sociaux ?

Mais, cette émotion passée, on engage. Car enfin, il a bien fallu que, pendant plus d'un demi-siècle elles fussent absolument pénétrées de la bienfai-

sance du système de protection sociale dont, aujourd'hui, elles dénoncent les conséquences désastreuses pour leur retraite. Il a bien fallu que, par leurs votes réitérés, elles eussent constamment applaudi à la succession des lois stupides, injustes et scandaleuses qui le soutenaient.

"Qui veut fermement une chose, en veut nécessairement les conditions", enseignons-nous selon la raison. Rien de commun ici, où l'on voudrait que les conséquences (à rejeter) fussent dissociées de leurs causes (à conserver coûte que coûte).

Il n'est pas besoin d'être un grand penseur pour comprendre deux ou trois choses. D'abord, pourvu que chacun conserve les moyens réels de se constituer parallèlement une retraite individuelle par capitalisation, le système par répartition, soutenu par une législation efficace et géré avec économie, est probablement nécessaire. Mais, pour ne prendre qu'un seul exemple, il devient absurde si, fondé sur l'hypothèse d'un minimum de quatre ou cinq actifs

cotisants pour un retraité, on prétend, au nom des droits individuels, le faire cohabiter avec une législation antifamiliale, au terme de laquelle la collectivité se retrouve avec un cotisant pour un retraité. Aussi, pleurer aujourd'hui sur la faiblesse des retraites par répartition, inscrites dans un projet collectif de solidarité, et approuver la légalisation de la contraception et de l'avortement, est aussi délirant que de prétendre que l'eau ne mouille pas.

On se souvient des glissements déclenchés contre Alfred Sauvy qui avait déclaré un jour : « Pas d'enfants, pas de retraite ! » Et, cependant, au fond, rien de plus juste. Surtout depuis que les Allocations familiales, simple remboursement de la dette de la collectivité envers ceux qui, parce qu'ils en assurent le renouvellement, permettent le versement des retraites, ont été peu à peu gauchies en une aide sociale semblable aux autres.

Plus que jamais, "Politique d'abord !", avec un retour à la responsabilité de chacun. ■



■ ÉTATS-UNIS

John McCain doit changer son image, les candidats démocrates se sont déjà partagé le pouvoir :

Le combat électoral emblématique n'aura pas lieu

PAGE 4

■ EUROPE

Enlèvement du système Prodi :

L'Italie dans le marigot électoral

PAGE 5

■ MÉMOIRE

Une reine plus politique que l'image donnée par la légende et une exposition au succès qui ne se dément pas :

Redécouvrir Marie-Antoinette

PAGE 11

François Devoucoux du Buysson, animateur du Perroquet libéré, lettre mensuelle sur Internet d'opposition à Bertrand Delanoë, a mis fin à son action parisienne, avouant être fatigué de faire le travail des élus de l'opposition municipale à leur place. Il n'est pas sûr que le remplacement de Françoise de Panafieu par Jean-François Lamour change grand-chose à la faiblesse de la droite parisienne...

MAYOTTE

Des émeutes fomentées par des immigrés clandestins d'origine anjouanaise ont fait une vingtaine de blessés, dont un grave sur l'île de Mayotte le 26 mars dernier, déclenchant la venue urgente du nouveau secrétaire d'État à l'Outre-mer, Yves Jégo, à Mamoudzou. Ces événements ont impliqué entre 1 000 et 1 500 Anjouanais. Le député de Mayotte Abdoulatifou Aly ne cache pas son inquiétude.

LYCÉES

Le Parti socialiste a de nouveau lancé les deux "syndicats" lycéens qu'il contrôle, l'UNL (emmanuelistes) et la FIDL (tenue par les amis de Julien Dray) dans la rue pour contester des suppressions de postes annoncées dans l'Éducation nationale. Comme lors des mouvements précédents l'Action française lycéenne entend bien ne pas laisser la rue aux activistes de gauche.

PIERRE LAFARGE

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

Tél. : 01 40 39 92 06
Fax : 01 40 26 31 63

www.actionfrancaise.net

redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot (+)
Directeur : Philippe Champion

Rédacteur en chef : Michel Fromentoux

Politique : Pierre Lafarge (chef de rubrique), Georges Ferrière.

Étranger :

Pascal Nari, Sébastien de Kereror.

Économie : Henri Letigre.

Enseignement, famille, société :
Michel Fromentoux (chef de rubrique),
Aristide Leucate, Guillaume Chatizel.

Médecine : Jean-Pierre Dickès.
Livres : Anne Bernet, Pierre Lafarge,
Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico,
François Roberday.

Culture : Renaud Dourges,
Monique Beaumont, Alain Waelkens.

Combat des idées :

Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin.

Histoire : Francis Venant (chef de rubrique), René Pillorget.

Art de vivre : Pierre Chaumeil.

Chroniques :

Jean-Baptiste Morvan, François Leger.

Médias : Denis About, Arnaud Naudin.

Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

CÉDRIC TARTAUD-GINESTE

« Le royalisme, c'est apprécier la France et les Français »

Conseiller municipal chargé du patrimoine, des relations commerciales et du développement durable de Salers (Cantal), Cédric Tartaud-Gineste est l'auteur d'un mémoire universitaire sur les protestants royalistes. S'il a collaboré à plusieurs cabinets ministé-

riels, il est surtout porte-parole d'une nouvelle structure transpartisane : la Fédération des élus monarchistes. Elle regroupe notamment un certain nombre de sympathisants ou militants d'Action française élus dernièrement sur des listes d'union.



L'ACTION FRANÇAISE 2000 – Qu'est ce qui vous passionne avant tout dans votre engagement municipal ?

CÉDRIC TARTAUD-GINESTE – J'ai envie de vous répondre comme le feraient Dominique de Villepin ou Michèle Alliot-Marie : la France et les Français sont mes passions principales. Ma responsabilité d' élu local est toute récente mais j'ai compris lors du conseil d'installation que je devrais m'inscrire dans une logique d'opposition ou de marginalité, parce que "je n'étais pas sur leur liste" ; je déplore juste que l'on ne sache pas optimiser les compétences dans cette affaire.

Ce qui me passionne a trouvé sa réponse depuis de nombreuses années dans le militantisme d'abord, puis dans un parcours universitaire pétri de relations socioculturelles diversifiées, dans un éveil aux choses du monde, bref un cosmopolitisme comme le vantait Montesquieu et qui fait gravement défaut dans notre société.

Parlons seulement de Salers : ma famille paternelle en est originaire. On y retrouve des Gineste dès la fin du XVI^e siècle disséminés comme hobereaux ou propriétaires terriens. Mon père est monté à Paris pour travailler dans la restauration, comme tous les enfants d'Auvergne ; c'est la fameuse histoire des "bournats", et croyez bien que je suis fier d'être le fils de l'un d'entre eux. Mon grand-père Camille était agriculteur ; il a contribué, à son niveau, à faire de la race bovine Salers l'une des plus prisées du monde. Ce climat familial et communautaire a naturellement entretenu une affection pour la terre des ancêtres.

Mes années d'engagement dans l'action dans la cité, que ce soit socialement ou politiquement, m'ont fait prendre cette décision d'être un auvergnat de Paris, qui met au service de son territoire rural les réseaux et contacts que l'on glane dans la capitale.

Horizon 2005

L'AF 2000 – Salers : "grand nom, petite commune"... Quel projet nourrissez-vous pour votre village ?

C.T.-G. – J'ai fait une campagne dans la droiture et la sincérité envers les Sagrais. Le programme que j'ai présenté à l'occasion de réunions publiques qui ont attiré plus de soixante-dix personnes (pour 321 électeurs) est complet et projette la ville vers l'horizon 2025.

Salers, comme vous le dites, est un grand nom. Nous bénéficions d'un patrimoine culturel mais également gastronomique sans

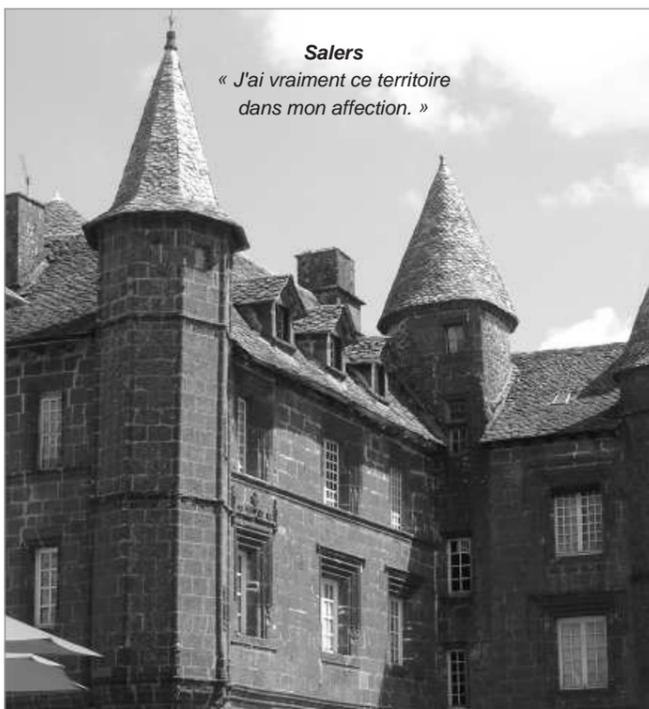
commune mesure. J'ai voyagé dans quelques grandes villes du monde ; que ce soit à Bruxelles, au Caire, à Shanghai ou à Pékin, j'ai toujours trouvé quelqu'un qui connaissait Salers !

Aujourd'hui, "Salers au bois dormant" doit se réveiller et, pour cela, mobiliser les énergies et les bonnes volontés. Parmi les commerçants d'abord, qui sont et font la richesse de la commune, mais aussi dans la Communauté de communes qui est un nouvel appareil territorial. Le contenu patrimonial et culturel doit être le guide des actions commerciales à mener et pas le contraire.

Je nourris un projet simple, redonner à Salers ses lettres de no-

coup de nos amis élus par trop silencieux ?

C.T.-G. – Je trouve cette approche triviale. De quel royalisme honteux parlons-nous ? C'est une idée défendue par une poignée de nos concitoyens. L'énorme défaut du royalisme est de n'avoir aucune ligne de conduite fédératrice. J'ai rencontré des gens par dizaines, par centaines même, de tous milieux et de tous horizons, qui sont sensibles à l'idée monarchique. Ils ne sont pas choqués de nous voir défendre une organisation qui sanctionne le sommet de l'État par un principe héréditaire, que beaucoup trouvent davantage vertueux qu'une surenchère électorale entre candidats avides de pouvoir.



blesse : inverser la courbe démographique en amenant des investisseurs privés sur des concessions communales ; trouver toutes les solutions nécessaires pour maintenir notre école et recourir au besoin au partenariat public-privé pour qu'un internat laïc s'y installe. Il appartient à la mairie de faire la promotion du cadre de vie. Je nourris aussi l'ambition de refaire parler de Salers dans les milieux parisiens : nous sommes une cité touristique qui intéresse massivement des classes moyennes, mais pour les faire venir, il nous faut des tarifs attractifs, des activités et une programmation culturelle structurée, ce qui, forcément, demande des investissements et donc un appel au monde extérieur.

L'AF 2000 – Les élus monarchistes sortent du bois. En action terminée d'un certain "royalisme honteux" qui rendait beau-

Je me rappelle qu'en 2002, Lionel Jospin avait osé parler d'un objectif de « zéro SDF pour 2007 » ; peut-être y est-il parvenu sur l'île de Ré, mais je ne l'ai pas vu se démentir pendant cinq minutes pour aider les plus démunis... Le problème n'est pas tant d'être monarchiste ou non... Je défends cette idée, mais de manière généreuse, et même pas en opposition avec le message républicain et démocratique, au contraire ! Quelle nation puissante, fière et ambitieuse pour l'Europe qui se construit, pourrions-nous avoir si nous parvenions à opérer la synthèse entre ces trois régimes, et enfin répondre aux attentes et aux besoins de nos concitoyens !

Nous devons affirmer nos idées dans le champ de la politique actuelle. Notre jeunesse est le signe de notre engagement. Quelques têtes ont émergé ces dernières années, dans le monde politique, dans le monde média-

tique, au service des princes. L'existence de ce réseau transversal est une bonne chose, et légitime totalement qu'aujourd'hui, élus et collaborateurs d'élus monarchistes se rassemblent. C'est dans l'exercice concret de l'action publique que nous enrichissons et corrigerons notre monarchisme pour l'adapter à la société française du XXI^e siècle.

La ruralité

L'AF 2000 – Existe-t-il une vision "royaliste" de la ruralité pour que nombre de vos adhérents soient des élus issus de petits communes ?

C.T.-G. – Si j'ai accepté de m'investir dans une fédération d'élus revendiquant un héritage monarchiste, c'est avant tout parce que je suis issu d'une génération qui tranche avec celle qui a connu des relations politiques musclées et mouvementées. Nous ne sommes pas les héritiers du 6 février 1934, ni de la réaction à Mai 1968, pas plus que nous ne sommes une antichambre de formations politiques extrêmes en rupture avec les valeurs de générosité et de partage... ces valeurs éternelles de la France, qui doivent devenir à nouveau celles du monarchisme.

Il n'existe pas de vision "royaliste" de la ruralité au sens idéologique. Il existe avant tout un fort attachement à des terres et des traditions... Être le jeune élu d'un territoire rural est davantage glorieux que d'être élu sur une liste à grand renfort d'investitures de partis. On vote pour la personne ; vous ne pouvez pas mentir à une élection locale rurale, quelle que soit l'idéologie à laquelle vous vous rattachez. Le royalisme, aujourd'hui, c'est surtout apprécier la France et les Français en donnant la priorité à l'aménagement du territoire. Nous avons suffisamment souffert des grands oukases parisiens (qu'ils soient républicains ou monarchiques d'ailleurs) pour arrêter les frais. C'est peut-être un signe si nos élus émergent avant tout des petites communes.

J'ai appelé ma campagne "Salers au cœur" ; ce n'était pas anodin, j'ai vraiment ce territoire dans mon affection. Je suis persuadé que la force d'une nouvelle génération de monarchistes, nourris à la sève d'Immédiatement et aux colonnes du Figaro Littéraire, saura relever ce défi magnifique, celui d'avoir la France au cœur !

PROPOS RECUEILLIS PAR
PIERRE LAFARGE

* Le site de Cédric Tartaud-Gineste : <http://salers-au-coeur.over-blog.org>

Fonds souverains : "Politique d'abord !"

La crise des marchés financiers liée au "subprime" américain a quelque peu occulté la montée en puissance des fonds dits "souverains" dotés de plu-

Les fonds souverains sont des véhicules d'investissement chargés de faire fructifier les énormes réserves de devises de certains pays.

sieurs milliers de milliards de dollars américains. Ces fonds, dont les premiers datent des années cinquante, sont pour la plupart gérés par des pays qualifiés d'émergents qui bénéficient de la montée des cours du pétrole et de la forte croissance de leur balance commerciale décuplant leur puissance de frappe¹.

Les fonds souverains, "sovereign wealth funds" en anglais, sont des véhicules d'investissement chargés de faire fructifier les énormes réserves de devises de certains pays. À ce jour, une quarantaine de ces fonds ont été identifiés. Les plus importants sont, à l'exception de la Norvège, moyen-orientaux et asiatiques. Conçus pour préparer l'après-pétrole, ils ont pendant longtemps privilégié les placements défensifs et sécurisés tels que les bons du Trésor américain assurant un rendement limité avant d'adopter une stratégie différente dans une double optique ; la diversification des lignes (limiter l'exposition au dollar américain) et l'augmentation des rendements par l'achat d'actions d'entreprises cotées.

OPA communiste sur le capitalisme

Jean-Marc Vittori

À titre d'exemple, les fonds souverains du Qatar et de Dubaï se sont emparés de 20 % et de 28 % du capital du London Stock Exchange ; en mai 2007, le fonds chinois CIC s'offrait 10 % de Blackstone² (géant mondial du *private equity*) tandis que le fonds russe, alimenté par les recettes du

gaz, s'est invité à hauteur de 5 % du capital... d'EADS. Plus récemment, les banques les plus atteintes par les *subprimes* se sont recapitalisées en obligations convertibles grâce à ces fonds souverains : les bons pères de famille d'hier se sont changés en requins. Ce revirement de tactique ne laisse pas indifférents nos chers dirigeants politiques si libéraux qui pourtant laissent les Chinois pratiquer des mesures protectionnistes sur leurs entreprises.

En premier lieu les Américains : cette volte-face d'investissement signifie une moindre absorption de leur déficit par leurs traditionnels créanciers. Chantres de l'ouverture des marchés et des frontières, mises à part les leurs, les voilà qui crient au loup : les capitaux ont beau ne pas avoir de pavillon, il leur est inadmissible que ces fonds puissent investir dans des sociétés américaines. Ils se sont d'ailleurs déjà dotés d'un outil protectionniste (dont personne ne parle) avec le CFIUS (Committee on Foreign Investment in the US). Ce comité dispose de 45 jours pour étudier tout projet d'acquisition d'une cible évoluant sur un secteur stratégique, tout en consultant le directeur du renseignement national et le Congrès. Cela sans compter que les secrétaires d'État au Trésor et à la Sécurité nationale doivent donner leur aval à l'opération. Un air de déjà vu, avec le très controversé (par ces mêmes libéraux) patriotisme économique de Dominique de Villepin ; mais à la différence de celui-ci, les Américains le mettent en pratique : en 2005, les États-Unis sont intervenus pour empêcher la reprise d'Unical, entreprise pétrolière, par le chinois Cnooc (China National Offshore Oil Corporation) et ont interdit à l'entreprise publique Dubaï Ports World de mettre la main sur plusieurs ports du pays mis en vente au motif de la nationalité des capitaux.

L'Europe n'est pas en reste. Angela Merkel, première détractrice du patriotisme économique en 2005, entend faire doter l'Allemagne d'un mécanisme destiné à prévenir toute prise de contrôle d'une société d'un secteur jugé stratégique (Armée, énergie, transport...) par une entreprise étran-

gère. Et Sarkozy de faire de même avec EADS quelques semaines après que les huiles de la place financière parisienne, alléchées par tant de bon argent, ont fait une opération séduction auprès de ces fonds et vanté la gestion de ce fonds fantôme qu'est le FRR (fonds de réserve des retraites).

Nous assistons à un retour du national et du politique face à une globalisation financière que l'on croyait irréversible.

Le très libéral Elie Cohen

Voilà donc nos chers libéraux en train de se faire prendre au jeu du capitalisme sans frein, par les nouvelles économies. Ce qui les dérange ? Ces véhicules sont une arme géopolitique financière contre laquelle nous ne pouvons pas lutter, entravés comme nous le sommes dans une économie molle, désarmés, pieds et poings liés par le principe intangible de la libre circulation des capitaux et donc impuissants face à ces pays dits émergents qui tapent à la porte.

Si aucun des fonds souverains n'a demandé pour l'instant la nomination de membres aux conseils d'administration des "cibles", ils peuvent à tout instant y prétendre, insufflant légitimement à la société, en tant qu'actionnaires, leur vision de la stratégie.

Ces fonds sont donc une re-subordination de l'économie au politique, principe fondamental de la pensée d'Action française du politique d'abord.

En France

Mais quelle est la situation française ? Nous ne disposons à ce jour d'aucun véhicule semblable. Le fonds FRR créé en 2000 par Lionel Jospin n'est pas alimenté, les recettes issues de la vente de bijoux de famille (immobilier, autoroutes...) étant destinées à rembourser la dette publique. Au 31 décembre 2007, il ne disposait que de 34,5 milliards d'euros sous gestion.

Nous pensons que le phénomène allait être saisi à bras le corps avec la visite du sénateur Arthuis dans trois États du Golfe

persique. Elle aura duré quatre jours. Le rapport émis, dont la qualité ne dépasse pas celle d'une mauvaise copie du bac, tire les « conclusions percutantes » suivantes : le Moyen-Orient est une zone instable, la France est un partenaire historique significatif de cette région, il est « donc indispensable de maintenir la présence de la France ». Pathétique !

Face à ce phénomène nous réclamons une protection accrue des entreprises françaises afin de conserver notre indépendance et nos emplois, une stricte application du principe de réciprocité et la création d'un véritable fonds souverain français doté d'une capacité financière digne de ce nom, géré de manière indépendante à l'image du fonds norvégien.

Les investissements doivent être de plusieurs ordres : la prise de participation significative dans les derniers fleurons dont nous disposons et dans les PME à forte valeur ajoutée technologique porteuse de la croissance de demain. Comme le suggère Alain Juillet, un rapprochement avec la Caisse des dépôts et consignations serait pertinent afin de contrer les fonds étrangers tels qu'In-q-tel, véhicule de capital investissement de la CIA.

Mais pour cela, il faudrait que nos dirigeants se dotent d'une véritable volonté politique à long terme et abandonnent leur libéralisme naïf destructeur de notre économie.

GONZAGUE ISENGRIN

¹ Les avoirs des fonds souverains sont aujourd'hui estimés à 3 000 milliards de dollars contre 500 milliards de dollars en 1990. Du jour au lendemain, le CAC 40, détenu à plus de 40 % par des fonds étrangers, pourrait être nationalisé. Morgan Stanley estime qu'en 2015, les fonds souverains seront en mesure d'acheter toutes les entreprises cotées à Paris, Londres, Francfort, Madrid, Milan, Bruxelles et Lisbonne !

² Blackstone s'est très certainement négocié une ouverture du marché chinois assez difficile d'accès pour les investisseurs occidentaux.

HYGIÉNISME

Les Ayatollahs de l'hygiénisme veulent que le vin soit banni de la toile. Pour y parvenir, l'ANPAA, Association nationale de prévention en alcoologie et en addictologie, a fait condamner Heineken au motif que l'entreprise dispose d'un site Internet alors que la loi Evin n'autorise pas la communication sur le vin et l'alcool par "voie électronique". Et pour cause, la loi date de 1991 ! Ces fous furieux de l'ANPAA menacent donc de procès tous les vignerons qui parlent de leur produit et de leur terroir en ligne. Le pire, c'est que le ministère de la Santé ne semble pas réceptif aux appels de députés et sénateurs qui réclament que la loi soit mise à jour...

IRAK

Franchir le cap des 4 000 GI's tués en Irak ne semble pas effrayer les Américains. Le candidat républicain John McCain a même proposé de poursuivre la guerre pendant « cent ans s'il le faut ». Dans un siècle, peut-être faudra-t-il que ses compatriotes admettent publiquement l'idée qu'il s'agissait d'une annexion des champs pétrolifères plutôt que d'une croisade démocratique...

COLLANTS

Le site Internet Mediapart indique que le ministère de la Justice a dépassé son budget de "frais de réception" en 2007 et consommé en trois mois les deux tiers du budget 2008. Parmi ces frais, on trouverait notamment des factures de maquillage et de collants pour Rachida Dati... Mais la Chancellerie ne se démonte pas, expliquant sereinement que le maquillage sert de « raccord » avant les interviews et que « les collants filent ». Pas faux. Toutes les Françaises confrontées aux problèmes des collants qui "filent" peuvent-elles demander une prise en charge financière du Trésor public ?

GUILLAUME CHATIZEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ Les déclarations atlantistes de Nicolas Sarkozy lors de sa visite d'État en Grande-Bretagne, le boycott de la journée inaugurale des Jeux Olympiques de Pékin, l'abandon de nos amis anjouanais dans les récents événements des Comores, démontrent cette semaine encore que la politique étrangère de notre gouvernement est conduite en fonction d'idéologies et non des seuls intérêts de la France.

La France, la France seule¹, cette ligne de conduite enseignée par nos maîtres devrait réunir tous

les Français qui souhaitent le rester. Nous nous y employons à l'Action française.

Hélas un journal politique ne peut vivre de ses seuls revenus – ventes au numéro, ou abonnements. C'est pourquoi nous faisons appel à la générosité de nos amis pour nous aider à pallier nos difficultés financières.

Tous ceux pour qui l'Action française est indispensable doi-

vent se sentir concernés, donc répondre à notre souscription "100 euros pour l'AF".

Répétons-le : il suffirait que 500 adhérents ou sympathisants nous envoient 100 euros pour que nous soyons en grande partie dégagés de nos soucis financiers.

MARIELLE PUJO

¹ C'est-à-dire le seul intérêt fran-

çais et non, bien sûr, l'isolement de la France.

* Prière d'adresser vos dons à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'AF 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris..

LISTE N° 2

100 euros pour que vive l'AF : Michel Luce, 100 ; M^{me} Françoise

Bedel-Giroud, 100 ; Xavier Trabet, 100 ; Bernard Philips, 100 ; M^{me} Denise-Carla Volkoff, 100.

Virements réguliers : Gal le Groignec, 15,24 ; M^{me} Yvonne Peyrerol, 15,24 ; M^{lle} Annie Paul, 15,24 ; Robert Thomas (3 mois), 45,72 ; M^{me} Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Henri Morfin, 32 ; F. Bigeard, 40 ; anonyme, 50.

Total de cette liste : 743,93 €
Liste précédente : 2 411,32 €

Total : 3 145,25 €
Total en francs : 20 629,70 F

États-Unis : le combat emblématique n'aura pas lieu

John McCain entame sa seconde campagne. Après avoir raflé début mars les primaires de l'Ohio, du Texas, du Rhode Island et du Vermont, le sénateur de l'Arizona totalise 1 191 délé-

John McCain doit pulvériser l'image peu flatteuse que la droite religieuse a de lui.

gués. Ce chiffre magique, qu'il faut atteindre pour obtenir l'investiture du Parti républicain, brille au firmament de la droite à chaque course à la Maison Blanche. Pour McCain, c'est donc fait. Depuis près d'un mois, il est le candidat officiel, le champion patenté, le favori reconnu.

Étape décisive ? Ultime épreuve avant le duel final ? Pas pour McCain. Pour lui, cette désignation n'est qu'une amère victoire. Certes, elle signifie qu'il a triomphé des deux anciens gouverneurs, Mitt Romney et Mike Huckabee – ses rivaux les plus dangereux. Et après ? Après, il y eut, pour tous les coureurs de fond qui l'ont précédé depuis deux siècles, un seul objectif : détruire l'adversaire du premier mardi de novembre. Mais pour McCain, ce

but serait prématuré. Il doit, d'abord et avant tout, se faire reconnaître comme investi d'une confiance. D'où sa seconde campagne. La plus dure, la plus longue, la plus importante. Un défi sans précédent.

Faux conservateur ?

McCain n'attaque ni Hillary Clinton, ni Barack Obama. Pour lui, les deux concurrents démocrates sont pour l'instant intouchables. D'autres tâches l'attendent, infiniment plus urgentes. Celle-ci, par exemple, qui à elle seule vaut tout un programme : pulvériser l'image peu flatteuse que la droite religieuse a de lui. Titanesque entreprise. Colossal dessein. Après vingt-quatre ans passés au Congrès, cette image est vivace, pernicieuse, tragique. C'est celle d'un faux conservateur, d'un républicain renégat, d'un rebelle insaisissable. Brouiller une image pour convaincre vingt millions d'indispensables électeurs de voter McCain : son entrée à la Maison Blanche en dépend. Mais comment bâtir un autre personnage quand tout le monde sait que l'ancien s'empresse de voter pour le financement fédéral des recherches sur les cellules souches

embryonnaires, qu'il refusa de soutenir l'idée d'un amendement constitutionnel pouvant consolider le mariage traditionnel, qu'il *sponsorisa* un projet d'amnistie pour vingt millions d'immigrés clandestins et qu'il s'opposa à deux reprises à des allègements fiscaux décidés par George Bush ?



John McCain

« Défaut est un mot qui lui sied. »

On le voit : McCain est plus près de Barack Obama que de Ronald Reagan. C'est le premier de ses handicaps à surmonter. Le plus lourd. Il y en a d'autres. Cette seconde campagne lui fait perdre un temps précieux. Au lieu de tenter de freiner l'ascension conquérante de l'adversaire, McCain se voit obligé de batailler sur un autre

terrain, le dos au mur. Il est dans une position défensive alors que, seul en lice, il devrait déjà passer à l'offensive contre le champion démocrate. Mais quel champion ? Autre handicap.

De Barack Obama ou d'Hillary Clinton, on ne sait pas encore qui montera sur le podium de Denver cet été. Le choix s'éternise. Les super-délégués du parti sont hésitants. Et, dans les coulisses, les *lobbies* se déchainent. Ce flou est paralysant : il prive McCain d'une cible nette et définitive. La Maison Blanche s'en inquiéta. Aussi Bush fit-il au candidat républicain les honneurs du Bureau ovale – complicité partisane oblige. Cadeau empoisonné ? Beaucoup le pensent. Bush dégringole dans les sondages et reste marqué par trois échecs : défense des frontières bâclée, chute vertigineuse du dollar et gestion improvisée d'une guerre.

Les dés sont pipés

Bilan difficile à défendre pour un McCain crispé sur l'Irak. C'est "sa" guerre. Il la veut durable, pérennante, enracinée. Il prône un siècle de présence américaine dans ce chaudron moyen-oriental, avec en prime une base militaire comme celle de Guantanamo, à Cuba. C'est le plan des néo-

conservateurs sous influence sioniste. Écho nul dans le pays. En revanche, l'âge de McCain résonne fâcheusement aux oreilles des électeurs. Il aura 72 ans, ce qui ferait de lui le plus âgé des quarante-quatre présidents des États-Unis. De plus, il s'obstine à cacher des rapports médicaux qui dénoncent chez lui un inquiétant cancer de la peau. La liste des handicaps de McCain pourrait continuer. Dommage. Avec un porte-drapeau républicain plus représentatif d'une réaction salutaire contre la terrible avancée du gauchisme-libéralisme, on aurait pu assister dans les mois qui viennent à un superbe combat. Les valeurs éternelles contre une doctrine égarée. L'Amérique contre le globalisme. Combat emblématique. Le 4 novembre, les États-Unis auraient contenu tous les espoirs de l'Occident. Ce duel au sommet n'aura pas lieu. Les dés sont pipés. On a laissé McCain tricher. Absurde démocratie. Alors, que reste-t-il ? Un possible sursaut contre le féminisme viscéral ou l'exotisme subversif. Un vote rejet venant des entrailles du peuple. Dans ce cas, McCain serait un vainqueur par défaut. D'ailleurs, défaut est un mot qui lui sied.

PHILIPPE MAINE

Correspondant aux États-Unis

Le catch Obama vs Hillary

Quand je compare la compétition des deux candidats à l'investiture démocrate à du catch – *as catch can* : lutte américaine truquée – l'on me toise avec effarement, dans le studio de LCI (6 février). Les dignes

Les "concurrents" pour l'investiture démocrate se seraient déjà partagé le pouvoir.

spécialistes qui m'entourent lèvent les yeux aux ciel quand j'annonce un probable "ticket" Hillary-Obama à la Convention démocrate, en août prochain. Et Michel Field, gentil garçon, se hâte d'excuser mon délire : « C'est un pamphlet ! » dit-il en brandissant mon livre *Hillary démasquée*¹.

Pourtant, Hillary elle-même partage mon délire, un mois plus tard (5 mars), évoquant la possibilité d'un "ticket" avec Obama, qu'elle vient de battre aux "primaires" de l'Ohio et du Texas.

Pourtant l'affrontement pré-électoral US est qualifié de « **Bar-num** » par le diplomate Védrine. De « **cirque** » par le respectueux Bernstein du *Washington Post*. Le match est truqué, et il est honteux d'entendre tant de spectateurs myopes du poulailler, en France, beugler « **Mords-y l'œil, Obama !** » ou « **Tue-le, Hillary !** »

alors que l'Ange blanc et le Tueur de Chicago sont convenus de se partager le pouvoir, après un assaut à fleurets mouchetés, pour amuser la galerie et monopoliser l'attention.

Mais... Mais ! « Mon prof de karaté est mort d'une balle dans la tête ». Et Lino Ventura s'est cassé la jambe pour de vrai dans un combat de catch. Autrement dit, Hillary n'avait certainement pas prévu la performance de son majordome, dans les primaires en cours.

Le sexe et la race

Alors ? Alors, voici soudain *The International Herald Tribune* (9-10 février) qui déballe l'aveu d'Obama qu'il s'est drogué (cannabis et même cocaïne) pendant ses études. L'aveu date de 1995, dans son livre *Dreams from my Father*. D'autres casseroles vont bientôt tinter dans le sillage de Barack Hussein Obama. Comme ses prénoms musulmans, et les sorties judéophobes de son pasteur préféré, puisqu'il se dit chrétien.

USA Today (7 mars) me prouve que les discours protectionnistes et pacifistes d'Obama sont du pipeau électoral complet : il les a démentis, en secret, auprès des gens de pouvoir concernés.

Il ne faut pas compter sur Monsieur le camarade Carl Bernstein pour taper sur ces casseroles. Le tombeur de Nixon au *Washington Post* (1974) a pris un coup de

vieux. Il débarque en France pour promouvoir son pavé (700 pages) à la gloire de Hillary. Et j'ai le regret de l'entendre (*France Info*, 12 février) avouer que son gros tas de documentation désordonnée est autorisé. « **Hillary n'a pas eu le temps de me parler, mais elle a donné son accord pour que ses amis me parlent...** » C'est bien ça, Bernie, c'est poli... Mister Bernstein, êtes-vous membre, oui ou non, du Parti démocrate ? Vos parents étaient-ils staliniens ? Questions que je lui poserai si un seul média ose nous confronter.

Au magasin *Virgin* (tout un programme) des Champs-Élysées ("the right place"), Bernstein rencontre plus "hilare" que lui. Ça existe. C'est Christine Ockrent. La compagne indépendante du ministre des Affaires étrangères berce les lectrices de *Madame Figaro* (19 janvier) : Mistress Clinton, « **on la voyait en héroïne de conte de fées** » ! Une petite fille au moins est d'accord : au moment où Jacques Chirac était inculpé de détournement de fonds publics, son épouse Bernadette apportait un soutien fanatique à... Hillary Clinton, dans un entretien avec *Le Figaro Magazine* (24 novembre 2007). Et la petite Ségolène, alors ? Elle préfère Obama (*Le JDD*, 13 janvier), elle n'a rien contre Hillary. Ockrent : « **Triompher du racisme avant que du sexisme ?** » Si donc vous votez

Obama vous êtes sexiste. Si vous votez Hillary vous êtes raciste. Et ce ne sont pas des opinions, mais des délits. Oh doux Jésus, pourvu que le sexe et la race nous fassent la merveilleuse surprise de marier leurs candidatures sur le même "ticket", à la convention démocrate, en août prochain...

Mensonge permanent

Maître Barbara Olson², qui a dirigé une enquête parlementaire sur quelques petits scandales clintoniens, voit plutôt l'héroïne dans la seringue : « **...aux limites de la criminalité pour amasser richesse et pouvoir.** »

« **C'est la bataille de ma vie** », proclame Hillary, le lendemain du "Super Mardi" (5 février 2008, multiples élections "primaires"). Quelques années plus tôt, la Maison Blanche n'était « **même pas dans le domaine de [sa] pensée** », disait-elle au journaliste Dan Rather. Il est bien sûr indispensable, en politique comme à la guerre et en amour, de dissimuler ses buts, ses voies et ses moyens. Mais un proverbe américain enseigne que « *l'on ne peut mentir tout le temps à tout le monde* ». Et cette dame ment de façon permanente, maladroite et disproportionnée. Exemple : elle s'obstine à raconter qu'elle a écrit elle-même son livre *It takes a village*, et à la main, encore ; alors que l'identité

de son "nègre", et même son salaire, sont parfaitement connus : Barbara Feinman, prof' à Georgetown, 120 000 dollars.

Un centimètre de maquillage, de Botox³, de pub' fallacieuse, de com' mensongère, de *packaging* politique, ce n'est plus du maquillage, c'est un masque. Or je pense avec Trotski que « **si du rouge et de la poudre de riz sur un visage peuvent être considérés comme une hypocrisie, un masque n'est déjà plus une contrefaçon : c'est tout simplement une arme** » (*Céline et Poincaré*, 1933).

M^{me} Clinton a voté la mort de 600 000 Irakiens innocents (pour la plupart), au Sénat US, en 2002. Elle n'est plus de gauche. Je désapprouvais, en 2004, la prétention manifeste de grands médias français de faire voter John Kerry. En 2008, je prétends seulement partager avec les francophones mes sources américaines. Notamment les livres de M^{me} Olson² et de M. Klein³, boycottés par les télévisions US, et bizarrement introuvables en France.

PATRICK GOFMAN

¹ Patrick Gofman : *Hillary démasquée*. Éd. Pardès, janvier 2008. Cf L'AF 2000 n° 2740 du 17 janvier 2008

² Hell to Pay,

Regnery Publishing, 1999.

³ *The Truth about Hillary*, *Sentinel*, 2005-06.

L'Italie dans le marigot électoral

Deux ans après les élections législatives qui avaient porté au pouvoir Romano Prodi et les formations de gauche, les Italiens sont à nou-

La principale conséquence de l'enlisement du système Prodi aura été, tout compte fait, la recomposition des forces politiques avec la création de deux grands partis.

veau conviés aux urnes, les 13 et 14 avril, pour élire leurs députés et sénateurs. L'expérience Prodi, tirant sa justification essentielle d'un rejet épidermique du berlusconisme, a pris fin le 24 janvier avec la mise en minorité du gouvernement au Sénat, assemblée qui dispose des mêmes compétences que la Chambre des députés.

Il aura suffi de la défection d'un petit parti de la coalition gouvernementale, l'Udeur (centriste), pour que l'ancien président de la Commission européenne, qui s'était présenté en sauveur de l'Italie en 2006, soit renvoyé à ses

chères études, ou plutôt dans ses foyers puisque Romano Prodi, dépité, a décidé d'abandonner la politique active.

En fait, cette crise se profilait depuis près d'un an, la gauche ayant subi un revers aux élections locales du printemps 2007. Depuis lors, la coalition gouvernementale, formée d'entités aussi disparates que les centristes démo-chrétiens et les communistes, ne vivait que grâce aux talents manœuvriers de Prodi. Cette habileté a fini par s'épuiser dans la recherche continue du compromis.

Un héritage calamiteux

Durant ses vingt et un mois d'existence, le gouvernement Prodi n'a donc pu mener à bien les réformes qu'il avait promises. Il a certes entrepris un assainissement des finances publiques, mais en recourant uniquement à la pression fiscale, d'où un reflux d'électeurs vers la droite. Quant à la réforme de la loi électorale qui devait permettre de dégager des majorités parlementaires plus stables, elle est restée dans les tiroirs du palais Chigi. Il est vrai que les petits partis, appointés jusqu'à présent indispensables, ju-

gent sans aménité un changement du mode de scrutin qui pourrait exclure du champ politique. C'est pourquoi, à gauche, l'Udeur vient de reprendre son autonomie, tandis qu'au centre droit l'UDC catholique refuse d'in-



« Prodi nous a laissé un héritage catastrophique », dénonce Silvio Berlusconi. Le président du Conseil sortant, dépité, a décidé d'abandonner la politique active.

tégrer le nouveau mouvement de Silvio Berlusconi, le Parti du peuple pour la liberté (PDL).

La principale conséquence de l'enlisement du système Prodi

aura, tout compte fait, été la recomposition des forces politiques avec la création de deux grands partis. Sous la houlette de Walter Veltroni, ex-maire de Rome, les sociaux-démocrates et les démo-chrétiens de centre gauche ont fusionné pour former le Parti démocrate, le PD, qui s'est lancé dans la bataille électorale sans conclure d'accord explicite avec l'extrême gauche. Scénario comparable à droite, où Forza Italia et l'Alliance nationale se présentent sous la même bannière berlusconienne. Pour sa part, la Ligue du Nord a préféré garder son autonomie, tout en passant des accords tactiques avec le PDL.

La tendance est donc au bipartisme. Cependant, les projets respectifs restent flous (hormis sur les sujets sociétaux) ou démagogiques. Ainsi, Walter Veltroni affirme sans rire qu'avec une victoire du centre gauche « l'Italie connaîtra à nouveau le boom des années soixante ». Alors que le pays est au bord de la récession.

« Prodi nous a laissé un héritage catastrophique », dénonce Silvio Berlusconi, qui n'a que l'embarras du choix : le scandale des ordures à Naples, ville tenue par la gauche depuis quinze ans, ou le bradage d'Alitalia, la compa-

gnie nationale promise à Air France-KLM pour une bouchée de pain, sans parler de diverses affaires immobilières.

Où sont passés les intellectuels ?

Devant un tel bilan et la perspective de lendemains peu souriants, les intellectuels de gauche (Nanni Moretti, Umberto Eco, Dario Fo, etc.), qui s'étaient mobilisés en 2006 contre Berlusconi, adoptent aujourd'hui un profil bas. Privé de pamphlets dignes d'intérêt, le public peut reporter sa curiosité sur la première campagne électorale de la princesse Alessandra Borghese, auteur de livres d'inspiration religieuse et candidate UDC, ou sur l'engagement du prince Emmanuel-Philibert de Savoie qui brigue les suffrages des Italiens de l'étranger sous ses propres couleurs, Valeurs et Futur ; tandis qu'une partie de l'opinion suit avec fébrilité la croisade anti-avortement que mène le néoconservateur Giuliano Ferrara, directeur-fondateur du quotidien *Il Foglio*. D'autres manières de faire de la politique qui, toutefois, ne portent pas le fer dans la plaie.

GUY C. MENUISIER

Une nouvelle flambée de violence en Irak

L'insurrection des milices extrémistes chi'ites de Mogtada-el-Sadr, dans une partie du Sud irakien ainsi que dans certains quartiers de la capitale, Bagdad, est un épisode qui mériterait attention.

Au moment où l'on "célèbre" l'anniversaire de l'invasion de l'Irak, la vérité apparaît sur ce grand fiasco de l'histoire contemporaine.

Les "sadristes", comme on a pris l'habitude de les appeler en France, détiennent six ministères dans le "gouvernement" irakien. Il est vrai que ces ministres avaient reçu l'ordre de leur chef de quitter le cabinet. Le chef du gouvernement, M. Maliki, est également chi'ite. L'autre mouvement dominant chi'ite, le Conseil supérieur islamique d'Irak, partage avec les "sadristes" et les amis de Maliki, l'essentiel du pouvoir dans le pays. Tous sont très liés à Téhéran, ce qui indispose fort Washington, qui tente tant bien que mal d'introduire les sunnites dans la direction du pays et faire ainsi disparaître la principale, mais non l'unique, cause de leur mécontentement et de leur insurrection.

Le Premier ministre el Maliki, avait accédé à la pression américaine et "exigé" le désarmement des milices sadristes. Il leur a donné 72 heures pour déposer les armes et s'est rendu lui-même à Bassora pour diriger les opérations. D'où la révolte des sadristes.

Pour faire face, Maliki a fait intervenir, une première, l'armée irakienne. Sans l'aide des "alliés", mais avec l'assistance des conseillers américains et britanniques. Les combats des 25 et 26 mars entre les forces armées régulières et les milices sadristes ont été particulièrement sanglants. On parle de deux cents à mille morts et au moins de trois fois plus de blessés.

Ces affrontements n'ont pas été décisifs. La nouvelle armée irakienne formée par les Américains a montré ses limites. C'est le moins que l'on puisse dire.

L'influence de Téhéran

Il a fallu la menace américaine d'une intervention massive de l'aviation, qui eût été politiquement et médiatiquement désastreuse tant pour Washington que dans la région, et de discrets conseils d'apaisement venus de Téhéran, pour qu'un cessez-le-feu intervînt. Sans vainqueur ni vaincu. C'est un échec pour le pouvoir de Bagdad et pour la politique américaine de normalisation du pays.

Trois autres motifs expliquent cette insurrection qui pourrait reprendre à tout moment.

– La montée en puissance dans certaines régions d'Irak des milices et des réseaux sunnites, formés par les tribus et presque ouvertement encadrées par d'anciens bassistes. Grâce à ce phénomène Washington avait pu, ces derniers temps, obtenir un calme relatif dans la partie sunnite, la plus agitée du pays.

– La révolte sadriste constitue un avertissement à Washington et à Bagdad pour arrêter cette montée en puissance sunnite. Le Premier ministre Maliki s'est même ridiculisé au cours du récent "sommet arabe" de Damas en demandant une résolution contre "les milices sunnites", ce qui lui a été refusé et a entraîné le retrait de la délégation officielle irakienne. C'est donc à une véritable lutte d'influence que l'on assiste en Irak.

– Cette lutte d'influence politique est doublée d'une lutte, plus discrète mais non moins importante, pour le partage du "butin" pétrolier. Les sadristes en veulent une plus grande part. Car on oublie souvent et on ne le dit presque jamais : l'Irak continue d'exporter beaucoup de "brut" et engrange des milliards de dollars de revenus pétroliers, dont une grande partie alimente ces milices, chi'ites ou autres, et fait régner une indésirable corruption dans ce

pays ruiné et privé de presque tout. Seule la partie kurde fait exception, d'où la relative prospérité qui y est visible. N'ayons pas peur de mots : des brigands se battent pour leur butin. Voilà la triste image de l'Irak "démocratique".

Enfin, il ne faut pas négliger l'influence de Téhéran. En manipulant le désordre en Irak – Mogtada-el-Sadr réside pratiquement en permanence à Téhéran ou à Qom – et en organisant et finançant la subversion au Liban par le Hezbollah et en Palestine par le Hamas, les ayatollahs s'achètent le délai, de plus en plus court au demeurant, qui leur est nécessaire pour parvenir à fabriquer la bombe nucléaire. C'est le principal facteur géo-stratégique de

cette affaire que tout le monde connaît mais dont personne ne voudrait parler tant il révèle l'impuissance et l'inaction de la communauté internationale face à un danger réel et imminent.

Au moment où on "célébrerait" l'anniversaire de l'invasion de l'Irak en évoquant les quatre mille soldats américains morts dans cette désastreuse intervention, en oubliant les centaines de milliers de victimes irakiennes et la destruction d'un pays, et toutes ses autres conséquences, la nouvelle flambée de violence d'origine chi'ite est venue rappeler, si besoin était, ce grand fiasco de l'histoire contemporaine.

PASCAL NARI

DU TIBET, DES JO ET UN PEU DU RESTE...

Comme lors des Jeux de Berlin de 1936 et de Moscou en 1980, le CIO sert la soupe aux puissants du jour. Le Parti communiste chinois use des JO comme d'un formidable instrument de propagande interne, comme les réseaux néoconservateurs qui lui ont déclaré la guerre s'en servent comme d'une occasion d'agitation que payeront les minorités chinoises et tibétaines. Loin d'appeler au boycott des JO de Pékin à la vingt-cinquième heure, nous

nous étions émus de leur attribution aux mandarins de Pékin. Les vrais problèmes que pose la Chine sont ailleurs (environnement, répression des ouïgours pour benladenisme supposé, révoltes ouvrières et paysannes réprimées dans le sang...), pourquoi alors cet écran de fumée ? Parce que le cas du Tibet permet de donner dans une propagande anti-chinoise manichéenne et primaire.

S. DE K.

Comores : pour une sortie de crise française !

Christian Estrosi, secrétaire d'État à l'Outre-mer, a rouvert le débat sur le droit du sol, afin de répondre à l'immigration qui reste le problème majeur

Le gouvernement central de Moroni a lancé une opération militaire afin de réduire les vellétés indépendantistes d'Anjouan la Tricolore.

dans la collectivité de Mayotte. Il envisage sa suspension sur l'île à titre exceptionnel. Les immigrés, dont de très nombreuses femmes venues clandestinement y accoucher pour doter leurs rejetons de la nationalité française, proviennent des îles de la fédération comorienne, à commencer par la plus proche, Anjouan, actuellement secouée d'une inquiétante crise politique.

En effet, comme nous l'avons évoqué dans nos colonnes, le gouvernement central de Moroni, a lancé une opération militaire afin de réduire les vellétés indépendantistes d'Anjouan la Tricolore. Nos amis se souviennent qu'en 1997, l'Action française menée par

Pierre Pujo, entourée des amis d'Anjouan, dont le regretté romancier ADG, l'écrivain Francis Bergeron, le conseiller de Paris Didier Béoutis, le sénateur de la Réunion et Sos-Outre-mer, représentée par Jean-Michel Weissgerber, avait soutenu la demande unanime des Anjouanais de se voir rattacher à la France. La République de Jospin et de Chirac devait alors, déjà, abandonner ceux-ci à la misère qui les conduit, depuis lors, à s'aventurer sur de frêles embarcations au péril de leur vie pour rejoindre la Mère patrie tant désirée.

Là, ils compromettent toutefois le fragile équilibre de la petite Mayotte et alourdissent de leur poids l'immigration clandestine. Livrée par l'oligarchie parisienne aux appétits hégémoniques de la Grande Comore, menée par des politicards corrompus et endurant un sévère embargo, la population anjouanaise se résignait à rejoindre une « **union des Comores** » censée garantir l'autonomie de chaque île.

L'"Ayatollah" président

Ahmed Abdallah "Ayatollah" Sambu, le président des Comores, a été formé à Qom, en Iran, d'où il veut importer la révolution islamique iranienne mettant à mal l'Is-

lam traditionnel pratiqué aux Comores. Son charisme et ses prêches enflammés ont séduit une partie de la jeunesse, y compris à Mayotte et en métropole, qu'il intoxique par le biais de la télévision, acquise, avec les subsides de la diaspora installée à Marseille. Nul commentateur autorisé n'a évoqué



Ahmed Abdallah

Le président des Comores veut importer la révolution islamique.

cet aspect sinistre du personnage, alors qu'on nous rebat les oreilles avec le Hezbollah libanais, le président Ahmadinejad ou l'armée du Mahdi.

Après avoir manipulé les textes et les institutions, "l'Ayatollah" a orchestré l'éviction du président de la Cour constitutionnelle : il veut supprimer la présidence tournante de la fédération et l'autonomie des îles. Il a aggravé la pauvreté des Anjouanais et leur promet aujour-

d'hui une répression sanglante qui menace jusqu'aux enfants et aux femmes d'Anjouan, étant donné le caractère ethnique que prendra le conflit armé cautionné par l'Union africaine et... la France ! Suite à un conflit de compétences entre l'État central et la souveraineté anjouanaise aux mains du triste putchiste Bacar, une opération militaire avec l'aval de l'UA a été lancée : l'UA s'achète ainsi à bon compte une crédibilité que tous lui refusent jusqu'à présent.

Méfait sarkozyste

Menée par la Lybie et le Soudan, cette opération des nouveaux "amis" du mari de Carla Bruni, s'est produite avec l'aide logistique de Paris. La radio-télévision comorienne avait modifié ses programmes pour diffuser des émissions de "sensibilisation". Avant et suite à l'attaque, ceux qui le purent ont fui l'île, à commencer par le président de la communauté d'Anjouan, Mahomed Bacar qui s'est rendu à Mayotte mercredi. Il est arrivé en vedette rapide, accompagné d'hommes en armes, et a demandé l'asile politique à la France. Il a été placé en rétention administrative dans l'attente d'être fixé sur son sort. Suite à son arrivée, les immigrés clandestins originaires des Comores se sont li-

vrés à des exactions inqualifiables, dictant leur loi à l'État français, incapable de faire régner l'ordre et la sûreté pour les personnes et les biens. Ces délinquants résidant sur le territoire français en violation de nos lois se sont lancés dans une impitoyable chasse aux M'zungu, autrement dit, aux blancs. De très nombreux Français de souche métropolitaine ont échappé de peu au lynchage et à l'incendie de leurs véhicules grâce à l'intervention de nos compatriotes mahorais. La police a été très largement débordée par la foule des manifestants. Le Transall transportant Bacar a décollé à destination de la Réunion où celui-ci a été mis en garde à vue pour entrée illégale sur le territoire national avec armes.

La sortie de crise sera française ou ne sera pas. Comme le disait le regretté Pierre Pujo, qui connaissait bien le dossier, à nos confrères de *Minute*, « **les Anjouanais demandent à la France une assistance administrative et éducative ainsi que la protection de leur liberté retrouvée. Mais Paris préfère les persécuter, ce qui ne l'empêche pas de s'ériger en champion des droits de l'homme... au Kosovo ou en Tchétchénie.** »

SÉBASTIEN DE KERERRO
AVEC JEAN-MICHEL WEISSGERBER

La guerre des gazoducs en Europe

Il y a longtemps qu'on importe du gaz naturel de Russie, sans que la "Guerre froide" y ait jamais fait obstacle. Aujourd'hui,

Nous publions ici la suite de l'article d'André Pertuzio (voir L'AF 2000 du 20 mars) analysant les affrontements internationaux sur les chemins du pétrole et du gaz. Après l'Asie centrale, voici l'Europe.

Gazprom vend aux pays d'Europe occidentale 80 milliards de m³ de gaz naturel par an sur une consommation de 320 milliards, soit 25 %. L'Allemagne seule en absorbe près de 50 % et des sociétés gazières et pétrolières de ce pays ont de nombreux intérêts croisés avec Gazprom.

Cela explique la construction du gazoduc Nordstream qui reliera directement les deux pays en passant par la Baltique. Cet ouvrage dont Gazprom sera propriétaire à 51 % aura une capacité de 27,5 milliards de m³ par an destinée à être doublée en 2013. Sa longueur totale sera de plus de 2 000 kilomètres pour un investissement de 6,5 milliards d'euros.

Prévu pour être mis en service en 2010 ou 2011, ce gazoduc a suscité un tollé en Pologne, où l'on a même évoqué le pacte Ribbentrop-Molotov de 1939, et a été fortement critiqué à Bruxelles, que les Allemands n'ont même pas consulté, conformément à leur habitude lorsqu'il s'agit de leurs intérêts. Comme on le sait, l'ancien chancelier Schröder est le président de la société Nordstream. Il est évident que ce gazoduc diminue fortement les capacités de négociation de la Pologne et de la Biélorussie face à la Russie et donne à cette dernière une position privilégiée de fournisseur de l'Allemagne.

Continuant sur sa lancée, Gazprom est associée à l'ENI italienne pour construire un gazoduc dit South Stream de 900 kilomètres à terre qui transporterait le gaz naturel de Bulgarie, où il arriverait par un gazoduc à construire sous la Mer Noire, vers l'Autriche et l'Italie. La capacité de cet ouvrage serait de 30 milliards de m³ par an. En janvier de cette année, Gazprom a signé un accord avec la Bulgarie et a pris une participation de 51 % dans la société pétrolière d'État serbe (NIS).

Rien ne semble pouvoir contrecarrer la mise en œuvre de South Stream malgré les efforts de Washington et de sa filiale de Bruxelles pour y opposer le projet Nabucco.

Ce dernier, qui groupe les sociétés OMV d'Autriche, MOL de

Hongrie, Botas de Turquie, Bulgargaz et Transgaz SA, acheteurs et distributeurs de gaz naturel, prévoit un gazoduc allant d'Azerbaïdjan vers la Bulgarie à travers la Turquie, qui amènerait le gaz naturel vers le cœur de l'Europe. Sa capacité serait de 31 milliards de m³ par an pour un investissement de 6,5 milliards de dollars, et serait terminé vers 2013.

Américains et Russes

Ce projet est évidemment conçu pour faire pièce à South Stream comme le démontre sa genèse : contrairement à la norme selon laquelle le producteur construit un tuyau pour approvisionner des acheteurs bien définis, il s'agit pour Nabucco d'un groupement d'utilisateurs qui projettent la construction d'un gazoduc sans savoir au juste avec quoi l'alimenter !

En effet, l'idée première de remplacer le gaz russe par celui de l'Azerbaïdjan comme le propose le sous-secrétaire d'État américain pour l'Europe, Daniel Fried, en vue de briser le "monopole" russe, ne tient pas compte du fait que l'Azerbaïdjan ne dispose pas des réserves de gaz naturel suffisantes. Il faudrait donc ajouter le gaz du Turkménistan et du Kazakhstan lesquels, ensemble, ont des réserves représentant 10 % des réserves russes et qui, à l'heure ac-

tuelle, exportent leur gaz vers la Russie, ce qui permet à cette dernière d'exporter vers l'Europe son propre gaz sans mettre en danger ses propres et importants besoins de gaz naturel.

Les États-Unis, au contraire, font pression pour la construction d'un gazoduc passant par la Caspienne qui permettrait au gaz du Turkménistan et du Kazakhstan de rejoindre le gazoduc projeté à Bakou. Les Russes bien entendu s'y opposent avec succès car la Caspienne n'ayant pas un statut de

il est douteux que les *sponsors* et propriétaires de Nabucco attachent leur fortune à l'Iran.

Les deux exemples ci-dessus résumés montrent assez bien l'imbriication des intérêts et des considérations techniques, économiques, politiques et stratégiques dans "les chemins du pétrole".

Bras de fer

C'est notamment un fait que l'une des préoccupations majeures de Washington est de prévenir la résurgence d'une puissance telle que fut l'Union soviétique. Le réveil de la Russie entraîne donc nécessairement une rivalité qui se manifeste sur de nombreux terrains. Le terrain énergétique est évidemment un enjeu majeur, et le contrôle des aires de production comme le Moyen-Orient ou des voies d'acheminement fait l'objet des efforts américains, comme on l'a vu, en Asie centrale. Du côté russe, le géopoliticien avisé qu'est Poutine a clairement discerné l'outil de pouvoir et de pénétration que constitue Gazprom qui contrôle à la fois les aires de production et les voies d'acheminement. Le bras de fer dont nous avons résumé les aspects du côté de la Caspienne et en Europe est symbolisé par le projet Nabucco. Ce gazoduc verra-t-il le jour ou le nom de Nabucco restera-t-il la propriété exclusive de Verdi ?

ANDRÉ PERTUZIO



Gerhard Schröder

Le président de la société Nordstream, dont le gazoduc reliera la Russie et l'Allemagne

mer, il faut que ses cinq riverains soient d'accord pour y construire un tel tuyau.

L'Iran a saisi l'occasion de brouiller les cartes en proposant à Nabucco, déjà en difficulté avec l'accord Bulgarie-Gazprom, l'apport de gaz iranien (proposé d'ailleurs également à South Stream). Mais

Élus locaux : un scandale français

Dimanche 16 mars, les 36 000 communes de France se sont dotées de leurs édiles pour six ans. Dans la foulée, les nouvelles équipes ont

Les petits potentats locaux sont prompts à passer par dessus l'autorité de l'État, mais pas à s'émanciper de ses subventions...

procédé à l'installation de leurs conseils municipaux, désigné leurs adjoints pourvus de délégations diverses et... voté leurs indemnités.

Les nouveaux féodaux

Ces indemnités ne présentent évidemment pas le caractère d'un salaire et ont pour objet de réparer forfaitairement le préjudice subi par les élus locaux du fait de la réduction de l'ensemble de leurs activités professionnelles ou non (article L. 2123-20 du Code général des collectivités territoriales). Le mandat municipal débute donc par une histoire de gros sous, même si, rappelons-le, « par tradition, l'exercice des fonctions locales est bénévole, le mandat électif

local [étant] considéré comme un honneur, et à ce titre, exempt de rémunération » (J.-B. Auby, *Droit des collectivités locales*, 2007). Il y a, bien évidemment, loin de la coupe aux lèvres, et les belles intentions d'origine se muent presque toujours en quête de privilèges mesquins. *Ecce homo !* Un minimum d'honnêteté nous oblige, quand même, à reconnaître qu'il existe un grand nombre d'élus locaux dévoués corps et âme à leur mandat, parfois avec une abnégation et un désintéressement qui forcent l'admiration. Votre serviteur sait, par exemple, ce qu'il en coûte pour certains maires de communes rurales, agriculteurs eux-mêmes et véritables factotums au service d'administrés pas forcément reconnaissants mais bien heureux de pouvoir compter sur un premier magistrat disponible. Non, notre propos vise plutôt ces petits potentats locaux, véritables féodaux, si prompts à passer par dessus l'autorité de l'État mais pas à s'émanciper pour autant des subventions, aides et autres dotations de la vache à lait régaliennne.

Gabegie

Car si la gestion des affaires de la cité, empreinte d'une relative complexité technique, financière et juridique, doit susciter une

mutualisation des moyens locaux, c'est à la condition *sine qua non* de rationaliser, autant que faire se peut, l'organisation administrative et politique territoriale. La loi du 12 avril 1999 (dite "loi Chevènement") sur l'intercommunalité (institution apparue dès 1980), visait



L'écharpe tricolore ouvre-t-elle les portes de la corruption ?

à réduire l'émiettement communal en regroupant les compétences sectorielles (traitement et ramassage des ordures ménagères, transports urbains, logement social, etc.). Cela aurait dû entraîner, par voie de conséquence, la suppression d'échelons communaux et non laisser subsister des doublons. Le résultat ne s'est pas fait attendre puisque la coexistence absurde des communes et des in-

tercommunalités (par l'institution d'établissements publics de coopération intercommunales, telles que les communautés urbaines, les communautés de communes ou les communautés d'agglomérations) a généré une hausse de plus de 40 % des impôts locaux, soit près de 10 milliards d'euros pour les intercommunalités et 42 milliards d'euros pour les communes ! L'augmentation de la masse salariale des intercommunalités n'a, par ailleurs, nullement été compensée par une baisse significative des personnels municipaux. Bien au contraire, alors que les intercommunalités embauchaient, les communes embauchaient encore plus.

De surcroît, les lois Voynet et Pasqua sont venues alourdir le paysage administratif territorial, en surajoutant un improbable "pays", nouvel échelon administratif non identifié mais assurément budgétivore. De ce point de vue, le verdict rendu par la Cour des comptes dans son rapport de novembre 2005 est sans ambiguïté : « **Le paysage intercommunal reste caractérisé par un foisonnement de structures diverses, source d'opacité pour le citoyen et de coûts pour les finances publiques.** »

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

LA FAMILLE, LOT DE CONSOLATION...

Une nouvelle "dame du Président" vient d'entrer au gouvernement : M^{me} Nadine Morano, que Le Figaro-Magazine du 29 mars présente comme la « **grande gueule du sarkozysme** ». Pour consoler cette



inconditionnelle de sa défaite aux élections municipales de Toul, le chef de l'État lui a dit : « **Tu t'es bien battue. Tu seras au gouvernement.** » Et aussitôt de lui confier, alors qu'Hubert Falco n'en voulait pas pour lui-même, le secrétariat d'État à la Famille... On ne voit guère de quel poids ont pesé les compétences de la dame...

On dit qu'elle est connue surtout pour son franc-parler et ses formules à l'emporte-pièce. Toujours selon le Fig-Mag, elle aurait donné une leçon à l'automne dernier à Fadela Amara qui se permettait de parler "verlan", et cette dernière l'aurait alors traitée de « **Castafiore qui agace tout le monde** ». Les voici maintenant collègues au sommet de l'État. On devine l'ambiance, surtout si Christine Boutin s'en mêle...

M^{me} Morano ne fait pas non plus dans la distinction. Or il en faut peut-être un peu quand on a en charge la Famille. Cette mère de trois enfants, mariée, mais séparée à l'amiable de son mari, travaillera sous la houlette du ministre du Travail et des Relations sociales, Xavier Bertrand. En fait son sous-ministère est une concession que le Président devait aux associations familiales, "oubliées" dans le premier gouvernement Fillon.

Il y a tout lieu de parier que le secrétariat à la Famille continuera la politique de bonnes paroles et de nulles réalisations qui a été celle de ces trente dernières années : budget toujours rogné, aides sous conditions de ressources, oubli que les familles nombreuses sont le plus sûr investissement dans l'avenir.

Plus grave : Nicolas Sarkozy, pour la façade, s'affirme souvent contre le mariage homosexuel et contre l'adoption par les couples "gays"; M^{me} Morano se déclare ouvertement favorable à ces deux aberrations, ainsi qu'à l'euthanasie ! Telle est la méthode sarkozyste : affirmer des principes tout en accueillant le contraire de ces principes... Tout ce qu'il faut pour amener les bien pensants à accepter le pire... Mais cela n'aura qu'un temps.

MICHEL FROMENTOUX

Le "meilleur des mondes"

Il y a trente ans, les Olivenszteins, premier groupe punk français, chantaient (mal, évidemment)

Nous sommes sommés d'avoir honte devant les dieux que nous ne sommes pas.

ment) l'affreux refrain *Euthanasie papy, Euthanasie mamie*, autour de quoi il était question d'épileptiques, de catholiques, et de syphilitiques à abattre sans tarder, bref de se débarrasser de tout ce qui ressemblait à un vieux, à un malade, à un raté.

Aussi brillant et inutile qu'une étoile filante, le groupe disparut rapidement de la scène. Mais les jeunes gens excités qui le composaient, irradiant de *No future*, avaient au moins eu cette décence intellectuelle qui s'appelle la logique de réclamer, à travers l'euthanasie, la destruction générale d'un monde. Point ne s'abritaient les agitateurs alors derrière les poncifs de la commiseration.

Une seule issue

À travers le cas de la feu et pauvre Chantal Sébire, on nous radote qu'il s'agit « de relancer le débat sur la fin de vie ». Outre le fait que le débat a déjà été tranché à l'occasion de la loi Leonetti

votée unanimement il y a quelques années, il est parfaitement évident que ce que l'on nous présente comme un débat ici ne peut avoir qu'une seule issue pour les larrons de l'ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité) et leurs affidés : parvenir à la légalisation du suicide assisté. C'est-à-dire à une autre variante du meurtre médicalisé, recette qui fait florès dans une époque joignant à son horreur nihiliste une vertu peureuse qui lui fait fuir le visage de la mort.

Assistés par de grands médias aux ordres (comme le relève sur le site *Marianne* Régis Soubrouillard : « **Le président de l'ADMD, Jean-Luc Romero ira même jusqu'à saluer le travail des équipes de Paul Amar : "Il y a des médias qui font bien leur travail comme vous, Paul Amar, mais d'autres ont entouré sa maison."** [...] Dominique Le-

françois, l'ex-mari de Chantal Sébire, père de sa fille de 12 ans, avait lui-même mis en cause l'association : "**Je n'accepte pas que l'image de notre fille soit utilisée dans le cadre d'une campagne médiatique à l'occasion de laquelle la souffrance d'une femme a été instrumentalisée à des fins politiques**", menaçant de poursuivre en justice "ceux qui porteraient atteinte à sa vie privée et familiale, ou qui utiliseraient sa douleur d'enfant pour promouvoir l'idéologie d'associations militantes". », les promoteurs de la mise à mort de la souffrance par des moyens matériels, s'ils parviennent à leurs fins, qui sont de faire accroire aux Français que la souffrance rend l'homme indigne de vivre comme de mourir (parce qu'il s'agit ici, non seulement d'abrèger les souffrances du vivant, mais d'épargner encore à la victime une mort douloureuse), auront ainsi démontré



définitivement quelle était la vérité du progrès, cette idéologie entamée il y a au moins trois siècles : faire honte à l'humain de son incomplétude.

Günther Anders pensait à cette honte du travailleur devant la machine qui fait le même travail mille fois mieux que lui. Cette honte en fait est étendue maintenant à tous les champs de l'existence et nous sommes sommés en réalité d'avoir honte devant les dieux que nous ne sommes pas. D'aucuns parlent, après Foucault, de « **biopouvoir** », c'est-à-dire de cette mainmise du politique sur la vie nue : ils n'ont pas tort, mais ils oublient quelle transcendance se cache là derrière, quel désir de transcendance plutôt, et combien nous en revenons encore une fois à la déification du sujet par lui-même. Sauf que cette déification ne requiert plus de conduite héroïque, ni quelque ascèse que ce soit. Elle se construit au contraire par sa capacité de résistance scientifique à toute tentation héroïque.

Il n'est pas impossible que dans quelques années, nous ayons à subir une lourde répression, condamnant tout individu assez cinglé ou subversif pour désirer de porter sa souffrance, à partir immédiatement sous morphine vers le sommeil éternel.

Ça s'appelle le meilleur des mondes. Encore une fois...

JACQUES DE GUILLEBON

Pour Carl Schmitt, « il n'y a pas de politique libérale, il n'y a qu'une critique libérale de la politique ». C'est pourtant un libéral conservateur français qui a été le plus loin dans l'analyse du phénomène politique dans la pensée philosophique contemporaine. Injustement oublié quinze ans après sa mort, Julien Freund, brillant élève de Raymond Aron et de Carl Schmitt, vient de faire l'objet d'une étude de l'historien des idées Pierre-André Taguieff, qui avait antérieurement postfacé la réédition de la thèse et maître livre de Freund : *L'Essence du politique*.

Disciple de Carl Schmitt, Freund a esquissé à sa manière les lois qui régissent la politique naturelle. Un essai de Pierre-André Taguieff nous invite à redécouvrir une œuvre essentielle.

**JULIEN FREUND
LECTEUR
DE MICHEL VILLEY**

Philosophe et historien du droit, Michel Villey (1914-1988) s'illustra longtemps à la faculté de droit de Paris. Il avait auparavant professé à celle de Strasbourg où Julien Freund avait fait sa connaissance. Thomiste, critique des Droits de l'Homme, Villey était un défenseur du droit naturel classique, celui issu d'Aristote et non des jusnaturalistes modernes que sont Grotius ou Pufendorf. Droit naturel, filiation aristotélicienne : voilà qui rapprochait les deux universitaires. Comme le remarquait Freund : « L'idée de droit naturel n'est pas dépassée, car elle demeure toujours pertinente pour une réflexion cohérente et judicieuse sur le concept de droit. »

Pour Freund comme pour Villey « le droit donne lieu à une activité ayant ses caractéristiques et sa finalité propres ». Cette finalité est de suivre « une procédure en vue de trouver la solution juste ».

Si le droit n'était pas pour Freund une essence à proprement parler, il était néanmoins une activité humaine spécifique et ordonnée. Il admirait chez Villey la défense d'une primauté du droit objectif (fixant des règles de vie) sur le droit subjectif (accordant des droits aux individus).

Défenseur du droit naturel et du droit objectif, Villey constituait donc pour Freund « un îlot d'intelligence juridique et philosophique dans l'immense mer de l'intellectualisme artificialiste moderne ». P.L.

* À lire – Julien Freund : Michel Villey et le renouveau de la philosophie du droit in Krisis n° 25, novembre 2004.

Penser le Politique avec Julien Freund (1921-1993)

Qui est donc ce Julien Freund qui effrayait tant les universitaires bien pensants ? Avant tout un professeur de philosophie politique de l'université de Strasbourg, né en 1921 dans un village mosellan et fondateur de l'Institut de polémologie. Son centre d'intérêt principal : la politique, vue sous l'angle du conflit. Mais cet esprit libre a également parcouru d'autres champs de la philosophie politique : celui de l'étude de la décadence ou celui de la critique de l'égalitarisme, tout comme il a parcouru avec passion les œuvres de Max Weber, de Nicolas Machiavel et de Vilfredo Pareto.

Ancien des Groupes francs de Combat animés par Jacques Renouvin, il se délivre progressivement de l'idéalisme allemand par la lecture d'Aristote à la fin des années 1940.

Politique naturelle

Défendant une « essence du politique », Julien Freund est comme Charles Maurras (voir la préface de ce dernier à *Mes Idées politiques*) un tenant d'une politique naturelle dans la grande tradition aristotélicienne et contre les thèses rousseauistes¹. Pour Taguieff, Julien Freund « s'inscrit, à sa manière, dans la tradition originellement aristotélicienne du réalisme politique, à laquelle Weber et Schmitt, puis Aron, ont donné une nouvelle impulsion ». Si Freund s'inscrit dans un sillon intellectuel, c'est bien celui de l'empirisme du Stagirite qui s'oppose à toutes les tentations idéologiques, mères des totalitarismes.

S'il critique fortement les ravages de l'égalitarisme, Julien Freund s'en prend également légitimement au racisme, « doctrine » qui, selon lui, « ne pouvait voir le jour que dans le contexte

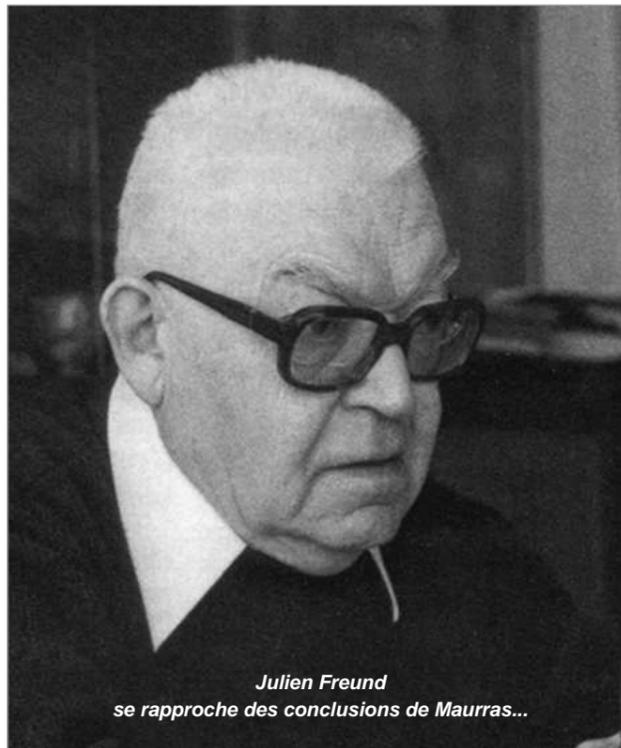
idéologique moderne », tout en le distinguant expressément de la xénophobie.

Qu'est-ce que la politique ?

La thèse soutenue par Julien Freund en Sorbonne en 1965 sous la direction de Raymond Aron s'intitule comme on l'a dit *L'Essence du politique*. Selon Freund, il existe trois couples antagonistes qui fondent le politique : la relation

de trancher en dernier ressort les conflits par la guerre définit justement l'existence politique d'une société. »

Ces antagonismes permettent à Freund de formuler une définition claire de cette essence du politique : « savoir envisager le pire pour empêcher que celui-ci ne se produise ». Une définition simple qu'il savait pourtant difficile à envisager pour nos contemporains : « Je l'avoue, peu de lecteurs ont essayé de comprendre



Julien Freund se rapproche des conclusions de Maurras...

commandement-obéissance, la distinction des sphères public-privé et surtout la distinction qu'il emprunte à Carl Schmitt entre l'ami et l'ennemi (entendu comme *hostis* et non comme *inimicus* pour reprendre une distinction latine). Freund adhère comme Schmitt au précepte de Clausewitz qui veut que la guerre soit une continuation de la politique par d'autres moyens : « La possibilité, notet-il dans *L'Essence du politique*,

la portée de ce principe fondamental. La société actuelle est devenue tellement molle qu'elle n'est même plus capable de faire la politique du pire. Tout ce qu'elle me paraît encore de taille à faire, c'est de se laisser porter par le courant. »²

La politique ne saurait donc être confondue avec la morale ou l'économie. Elle est une sphère humaine autonome. Là encore, sur ce sujet, Freund se rapproche

des conclusions de Maurras, même si son inspiration sur le sujet lui vient de Carl Schmitt.

Dans les pas de Carl Schmitt

Julien Freund découvre par hasard l'œuvre de Carl Schmitt en 1952. Schmitt (1888-1985) vit alors dans une sorte d'exil intérieur, écarté qu'il est de l'université allemande pour ses compromissions avec les nazis entre 1933 et 1942. Julien Freund le rencontre à Colmar en juin 1959. Rencontre décisive comme le montre bien Pierre-André Taguieff qui fait de leur relation intellectuelle l'un des fils conducteurs de son essai.

Carl Schmitt, c'est le penseur juridique et politique de l'ordre concret (cela convient mieux que l'étiquette de « décisionniste » que lui accole Pierre-André Taguieff) face à la doctrine libérale de son confrère et contemporain autrichien Hans Kelsen. Pour ce dernier, c'est la norme qui prime et fonde une souveraineté de la loi et de la constitution. Pour Schmitt, qui récusait fermement cet « impérialisme du droit », c'est au contraire la décision politique qui est première. « Est souverain celui qui décide de la situation d'exception », écrit-il dans sa *Théologie politique*.

En 1972, Julien Freund préfacera la traduction française d'un des textes fondamentaux de Carl Schmitt, *La Notion de politique*, où le juriste allemand affirme que cette distinction entre l'ami et l'ennemi est le critère du politique, constat qui a tant influencé, on l'a vu, son disciple français.

Polémologie

L'œuvre de Julien Freund met, on l'a dit, l'accent sur la dimension conflictuelle de la sphère politique. Sa lecture attentive du sociologue des conflits Georg Simmel (1858-1918) l'a conduit à s'intéresser de près à la polémologie, dont il donne la définition suivante : « J'entends par polémologie non point la science de la guerre et de la paix, mais la science générale du conflit, au sens du *polemos* héraclitéen. » Cette prise en compte du conflit comme élément inséparable des phé- ▶▶

■ CHRONOLOGIE BIOGRAPHIQUE

- 1921 : Naissance à Henridorff (Moselle) dans un milieu modeste
- 1941 : Rejoint la Résistance à Clermont-Ferrand
- 1944 : Secrétaire départemental de l'Union démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR) du Bas-Rhin
- 1949 : Agrégé de philosophie – Lecture d'Aristote
- 1952 : Découvre l'œuvre de Carl Schmitt
- 1959 : Première rencontre avec Carl Schmitt à Colmar
- 1965 : Soutient sa thèse sur *L'essence du politique* en Sorbonne. Elu professeur à l'Université de Strasbourg.
- 1970 : Fonde un Institut de polémologie à l'Université de Strasbourg
- 1979 : Prend sa retraite anticipée et se retire à Villé (Bas-Rhin)
- 1993 : Meurt à Strasbourg

■ BIBLIOGRAPHIE

- Julien Freund : *L'Essence du politique*, Dalloz, 2003.
- Julien Freund : *La Décadence*, Sirey, 1984.
- Julien Freund : *Qu'est-ce que la politique ?* Point-Seuil.
- Carl Schmitt : *La Notion de politique*, Champs-Flammarion, 1992. Préface de Julien Freund.



►► nomènes politiques l'a amené à rejeter le pacifisme comme la négation même du politique et comme un angélisme mortel pour les sociétés humaines.

Pour Freund, Georg Simmel est celui qui a le mieux « mis en évidence l'apport positif des conflits dans la vie sociale, au sein de laquelle ils renaissent sans cesse sous d'autres formes avec une intensité plus ou moins ravageuse ».

Totalitarisme

Pour Freund, le totalitarisme est une forme de domination plus qu'une forme d'État, il s'en est expliqué dans un entretien accordé à *Réaction* : « Le totalitarisme ne désigne pas une forme d'État mais une forme de domination au sens de la *Herrschaft* de Max Weber. Il vaut donc mieux parler de domination totalitaire que d'État totalitaire. Le totalitarisme n'est pas simplement politique, il est une structure générale de l'État qui contamine non seulement la politique mais aussi l'économique, la religion, l'art, toutes les activités humaines. C'est cela qui permet de définir et de comprendre l'innovation qu'il constitue au XX^e siècle. Auparavant il n'y avait pas de forme de totalitarisme sauf, à la limite, l'Islam. »³

Plus que dans l'œuvre de Hobbes, c'est dans celles de Rousseau, d'Hegel et de Karl Marx que Julien Freund voit les prémisses de la pensée totalitaire. Il n'hésitait pas à parler de l'existence d'un « germe totalitaire » dans la démocratie.

Décadence

En 1984, Julien Freund publie *La Décadence*. Loin de se limiter à une étude des pensées de la décadence, il s'attachait à relever les indices mêmes de ce phénomène dans notre société (fruits de la technique et de l'effritement du lien social) : « Nous observons une perpétuelle migration des peuples, une dislocation des familles, la glorification de tous les confusionnismes, la montée d'un individualisme exacerbé, une multiplication des rencontres informelles des gens

qui se croisent sur les routes, dans les rues des mégalo-poles et sur les stades. »⁴ Il s'inquiétait volontiers de l'absence de lucidité de nos concitoyens en la matière : « Le processus de décadence est aussi peu perçu par les contemporains que le déclin de l'antiquité par les générations victimes des invasions bar-



... même si son inspiration lui vient plutôt de Carl Schmitt (1888-1985).

bares. La décadence n'est donc pas comparable à la formation d'un trou noir. C'est plutôt le déclin de structures séculaires au profit de nouvelles structures qui vont apparaître dans un temps indéterminé. »⁵ Il se rapproche ici de l'affirmation de Schmitt selon laquelle « le concept d'État présuppose le concept de politique ». L'État-nation, la cité antique ou l'empire ne sont pour eux que des structures politiques liées à un temps de l'histoire.

Postérité

Julien Freund a creusé un sillon d'esprits libéraux conservateurs au premier rang desquels celui de Chantal Delsol, qui a édité l'étude de Taguieff dans la collection Contretemps qu'elle dirige à la Table ronde. « J'ai admiré chez lui, a-t-elle pu écrire dans *Le Figaro*, une pensée capable d'accepter avec bravoure la réalité humaine, à une époque où tant de grands cerveaux la fuyaient dans l'espoir insane de devenir des dieux. »⁶ Il a de même marqué un autre de ses élèves, l'inclassable Michel Maffesoli. Le GRECE d'Alain de Benoist a tôt

saisi l'intérêt de la pensée de Freund, mais l'école d'Action française n'est pas en reste : en témoignent les deux entretiens accordés peu de temps avant sa mort par l'auteur de *L'Essence du politique* à la revue maurrassienne *Réaction*, entretiens que mentionne Taguieff dans son essai.

Pour Taguieff, qui partage les idées de Freund sur la mort de l'idée de Progrès (sauf dans la bouche de nos hommes politiques) et sur l'effacement de l'avenir, celui-ci a « bien aperçu, dès les années 1970, que si les penseurs réalistes du politique étaient redécouverts à la fin du XX^e siècle, c'était sur les ruines des utopies de "l'homme nouveau", de la société parfaite et de "l'avenir radieux". Bref, sur les ruines des croyances progressistes. » Freund, père des "nouveaux réactionnaires" ? Freund, terreur des intellectuels droits-de-l'homme-mistes ? Dans un certain sens c'est probable. Pour Taguieff, en tout cas, il y a du Bernanos en Freund, ne serait-ce que cette commune volonté de « scandaliser les imbéciles ».

Pour sa critique de l'égalitarisme, du pacifisme et du totalitarisme, il est donc urgent de relire Julien Freund, comme il faut continuer à lire Michel Villey, Marcel De Corte, Jacques Ellul ou François Furet. Ces esprits de premier ordre ont sauvé, par temps de marxisme triomphant, l'honneur de l'université. Leur fréquentation régulière est autrement plus intéressante que les petits maîtres kantieniens qui polluent la Sorbonne et parfois les ministères.

PIERRE LAFARGE

* Pierre-André Taguieff : Julien Freund – Au cœur du politique. *La Table ronde*, 158 p., 18 euros.

¹ À noter à ce sujet la récente publication du Contre Rousseau de Joseph de Maistre (*Mille et une nuits*, 96 pages, 3 euros).

² Entretien avec Jean-Pierre Deschodt in *Réaction* n°12, hiver 1994.

³ Entretien avec François Huguenin et Philippe Mesnard in *Réaction* n°4, hiver 1992.

⁴ Entretien avec J.-P. Deschodt.

⁵ Idem.

⁶ « Un philosophe contre l'angélisme », *Le Figaro*, 19 février 2004.

Les réalités de la vie en société

Nous vivons en état de dépendance. Nous dépendons de toutes sortes de conditions particulières – conditions de pays, de race, de famille, de milieu, d'éducation, de santé, d'intelligence, de fortune, car il n'y a pas d'hommes libres et c'est la grande égalité. En outre, dans le cours de notre existence, nous dépendrons de circonstances que nous n'aurons pu ni prévoir ni éviter. Cette dépendance, il importe de l'accepter résolument.

C'est le premier des hérosismes...

Mais si nous sommes, pour une part, en état de dépendance, une autre part de

notre vie dépend, au contraire, de nous. Là, notre volonté, notre énergie peuvent, doivent intervenir. Il leur appartient d'augmenter en richesse, en importance, en mérite, le patrimoine de notre vie, comme la culture accroît la fécondité naturelle de la terre.

Toute vie réclame l'effort, aucune n'est exempte de douleur, bien peu ignorent l'insuccès. L'effort, la douleur, l'insuccès, autant de rencontres où manifester l'étendue de notre valeur.

HENRY BORDEAUX
Préface de *La Peur de Vivre*
Plon, 1905

L'homme est un héritier

La première partie de ces extraits montre d'une manière saisissante la dépendance de l'être humain, qu'il soit né dans une chaumière ou sur les marches du trône : « Il n'y a pas d'hommes libres et c'est la grande égalité. » Et en lisant Henry Bordeaux qui in-

dements. Et Maurice Barrès, dans la préface qu'il donna au travail de l'abbé Brémont, commente le symbole en ces termes : « Gloire à ceux qui demeurent dans la tombe les gardiens et les régulateurs de la cité ! »

Ne rejoint-on pas ici la pensée d'Auguste Comte ? « Les vivants sont toujours, et de plus en plus, dominés par les morts » (*Système de politique positive*). Il écrit dans le même ouvrage : « nul ne possède d'autre droit que celui de toujours faire son devoir » et « la soumission est la base du perfectionnement ».

La vie est un combat

Mais il faut éviter l'erreur d'un traditionalisme pour qui la complaisance dans le passé ne représente qu'un agréable refuge. « Malgré soi, on est de son siècle », dit Auguste Comte (*Plan des travaux scientifiques nécessaires pour réorganiser la société*) et il engage l'homme à l'action réfléchie et éclairée : « Régler le présent d'après l'avenir déduit du passé » (*Système de politique positive*). Henry Bordeaux avait, pour sa part, employé les mots volonté, énergie, effort.

siste sur les contingences qui nous lient, on ne peut que penser à la célèbre définition de Joseph de Maistre : « La patrie est une association, sur le même sol, des vivants avec les morts et ceux qui naîtront. »

Une société ne peut exister sans liens avec son passé. Henri Brémont traduisit en 1911 une nouvelle de l'écrivain britannique Margaret Oliphant (1828-1897) *A beleaguered City*, 1880, sous le titre *La Ville enchantée*. Les habitants d'une petite ville ont négligé leurs morts jusqu'à les oublier complètement. Une nuit, ces derniers s'emparent de la cité, un sentiment insurmontable oblige les vivants à abandonner leurs maisons et à sortir hors des murs. Les portes de la ville se referment derrière eux et ils ne pourront y rentrer qu'après avoir composé avec leurs ancêtres et avoir accepté leurs comman-

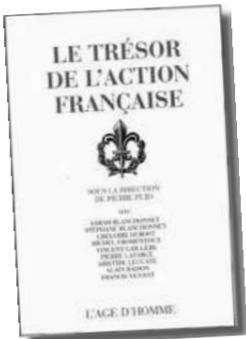
GÉRARD BAUDIN

À LIRE ET À OFFRIR

LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre Pujot

Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT



Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans *L'Action Française* 2000 en 2004 et 2005. Ont été privilégiés ceux qui permettent d'approfondir la pensée po-

litique de l'Action française en soulignant leur actualité.

À travers les études rassemblées dans ce recueil, le lecteur se familiarisera avec Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujot, le marquis de Roux, Henri Vaugeois, découvrant ainsi l'originalité de la pensée d'AF.

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

REVUE DES REVUES

LE MONDE DE LA BIBLE, mars-avril 2008, n°182. Ce numéro a pour sujet : La vérité sur Ponce-Pilate. Qu'est-ce qui justifie qu'on s'intéresse à lui ? Cette question est fort bien posée par Jean-Luc Pouhier : « L'homme n'était sans doute pas très courageux, un brin sceptique et pourtant conscient qu'il allait envoyer à la mort un innocent. Tel est le Pilate des Évangiles, tiraillé entre ses doutes existentiels ("Qu'est-ce que la vérité ?") aussi bien que politiques : "Voyant que cela ne servait à rien, mais que la situation tournait à la révolte, Pilate prit de l'eau et se lava les mains en présence de la foule, en disant : « Je suis innocent de ce sang. C'est votre affaire. »" Le portrait de Pilate livré par d'autres sources que les Évangiles n'est pas très différent [...] Alors, pourquoi s'intéresser à ce piètre administrateur romain d'une province éloignée de l'Empire ? La réponse pourrait aller de soi... si ce n'est que le procès de Jésus ne nous renseigne pas seulement sur le cadre historique de la mort du Christ et sur la construction théologique qu'en ont tirée les évangélistes. Il est d'autres questions posées là qui n'ont rien perdu de leur pertinence, et qu'il est toujours possible de reprendre sans risque d'anachronisme. D'abord le recours à la foule, à laquelle Pilate demande si elle souhaite qu'il libère Jésus ou Barrabas. Quelle que soit la valeur historique de l'épisode, cette idée de confier la vie d'un juste au jugement du plus grand nombre montre vite ses limites. Comment ne pas s'interroger sur cette procédure en apparence démocratique, à l'heure où semble s'imposer la démocratie d'opinion ? »

Cette problématique ne satisfait pas entièrement tous ceux qui s'intéressent davantage à la "valeur historique" et au sens théologique voire spirituel de l'événement plutôt qu'à sa signification politique (réelle). Mais elle n'est pas indifférente. Le fait est que le dossier est passionnant, notamment l'article de Maurice Sartre, Un Romain face à l'énigme juive, qui montre bien ce que le respect tatillon des Juifs pour leur Loi et leur exclusivisme religieux pouvait présenter d'étrange et d'incompréhensible pour un Romain. D'où les maladresses et la brutalité de l'occupant qui, de rage de n'être pas accepté, finit par extirper un siècle plus tard presque toute présence juive au cours de deux guerres atroces où l'hybris zélate et l'enthousiasme messianique eurent également leur part de responsabilité.

F.V.

HISTOIRE ET PATRIMOINE

Une leçon de l'histoire romaine

Un écrivain espagnol a dit, Bainville aimait à le citer, que la définition de l'utopie était ce qui n'est pas arrivé dans l'histoire romaine. Les Romains

La leçon de l'histoire est d'une aveuglante évidence mais on n'a pas le droit de l'exprimer.

ont, en effet, tout connu en politique, jusqu'à l'Empire mis aux enchères par les préteurs et acquis par un sénateur qui paya de sa vie sa folle ambition ! Dans les travaux qui préparèrent *L'Esprit des lois*, Montesquieu écrivit des *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*.

La crise du régime républicain

Le régime politique des Romains, la forme la plus élaborée de la cité antique célébrée par

l'historien grec Polybe, ne put assurer l'ordre et la prospérité d'un véritable empire, et, au milieu du II^e siècle, apparut une crise politique qui ne serait résolue que par un changement complet. L'entrée de Sylla dans Rome avec ses légions marque le début des guerres civiles qui ensanglantèrent les soixante dernières années du régime : Sylla contre Marius, César contre Pompée, Octave contre Antoine, sans compter les émeutiers ou conspirateurs de moindre stature comme Catilina sous le consulat de Cicéron. Enfin, en 27 av. J.C., Octave devint Auguste, mit fin aux guerres civiles et inaugura un des règnes les plus glorieux de l'histoire puisqu'on parle du siècle d'Auguste comme du siècle de Louis XIV.

Auguste cumula la plupart des titres et des fonctions de la Rome républicaine, on appela son pouvoir le principat, mais, en théorie, Rome restait en république. Rien ne définit la légitimité de celui qu'on appelle par commodité "empereur", et on garda un silence

pudique sur la transmission du pouvoir. Un régime d'exception, et qui aurait dû être transitoire s'installa. L'assassinat de César, stupidement abattu parce qu'on le soupçonnait d'aspirer à la royauté, pesa sur l'histoire de Rome.

Régime incomplet

Auguste fut appelé le nouveau Romulus, le second fondateur de la Ville, mais alors que le premier était roi, le second laissait derrière lui un flou juridique qui lui permit de mourir dans son lit mais chargea Rome d'une tare qui allait peser lourd : hérédité, adoption, cooptation ? Le Sénat rêva de choisir l'empereur dans ses rangs ou de revenir aux combinaisons républicaines, les armées voient un général à la tête de l'Empire qui deviendrait héréditaire. Le prestige de la famille de César Auguste assura la stabilité jusqu'à ce que le dernier représentant de la famille, Néron, soit abattu par une révolte, puis, quelques périodes de calme

mis à part, l'Empire connut l'instabilité, les usurpations, les guerres civiles qui le minèrent au point qu'il faillit disparaître au III^e siècle. L'administration impériale, la vigueur de la vie locale et la vitalité de la civilisation gréco-romaine assuraient la cohésion d'un empire où les armées s'entre-tuaient pour la pourpre.

De quoi est mort l'Empire romain

On l'a décrit comme écrasé sous les invasions barbares, on a invoqué des causes économiques, les adversaires du christianisme voient sa fin dans la nouvelle religion qui procura, en fait, un second souffle au grand malade. La leçon de l'histoire est pourtant d'une aveuglante évidence mais on n'a pas le droit de l'exprimer : l'Empire romain est mort d'avoir été une monarchie sans système clair de succession et non une monarchie.

GÉRARD BEDEL

À l'aube de la Contre-Révolution

Nous l'avons souvent dit, ce n'est en rien diminuer Maurras que d'aller à la rencontre des précurseurs qu'il se reconnaissait lui-même dans l'école contre-révolutionnaire, forgée peu à peu par des esprits courageux et réalistes, se rendant compte des ravages causés par les utopies issues des Lumières.

Les penseurs contre-révolutionnaires ont tous montré qu'à ignorer les lois de la nature, on échafaude une politique sur du sable.

Bien sûr ces écrivains sont ignorés des manuels scolaires et des débats médiatiques... Aussi doit-on se réjouir de voir paraître, aux éditions Clovis, grâce aux soins de l'abbé Philippe Toulza, le premier tome d'une *Galerie contre-révolutionnaire*¹, reprenant les textes publiés dans les années soixante par Dominique Ancelle dans la revue *L'Ordre Français*. Jacques Boislevant écrivait alors dans la préface : « Notre pays n'a pas manqué d'hommes clairvoyants qui, pour sa défense, ont appelé aux armes. » Ces « héros de la pensée » sont ici présentés par de saisissants portraits suivis d'abondantes citations judicieusement choisies et commentées.

La liberté

L'ouvrage s'adresse essentiellement à des lecteurs catholiques parfois tentés de laisser de côté la réflexion politique. Il s'agit

de leur dire pourquoi le faux ordre établi selon les principes de 1789 est incompatible avec la religion catholique qui croit en Dieu et respecte dans ses commandements l'ordre naturel qu'il a établi dans sa création. Les penseurs contre-révolutionnaires ont tous montré qu'à ignorer les lois de la nature, on échafaude des régimes politiques destructeurs de tout véritable lien social et toujours menacés de s'effondrer dans le sang par les principes mêmes qui les ont fondés.

On s'étonnera peut-être de la grande place accordée dans cet ouvrage à Jacques-Bénigne Bossuet, évêque de Meaux (1627-1704) qui ne connut point la Révolution. N'est-ce pas la preuve que la Contre-Révolution est bien plus qu'une réaction à l'événement de 1789 ? Elle est l'exposé de principes de pensée et d'action permettant d'échapper aux tendances révolutionnaires qui sont vieilles comme le monde. Le précepteur du Grand Dauphin a exprimé dans sa *Politique tirée de l'Écriture sainte* des réflexions fondamentales sur l'homme animal social (« il n'y a point de pire état que l'anarchie [...] Où tout le monde veut faire ce qu'il veut nul ne fait ce qu'il veut ; où il n'y a point de maître tout le monde est maître ; où tout le monde est maître tout le monde est esclave »), sur l'origine divine de la loi, sur le caractère sacré de l'autorité royale (laquelle ne va pas sans de grands devoirs qui s'imposent aux princes), sur la majesté des trônes (Sarkozy apparaît alors bien petit...), sur l'excellence et la dignité de la monarchie héréditaire (« il est naturel et doux de ne montrer au prince d'autre succes-

seur que son fils, c'est-à-dire un autre lui-même ou ce qu'il a de plus proche »).

Voici ensuite Edmund Burke (1729-1797), un Anglais pourtant libéral qu'une observation empirique du phénomène révolutionnaire en France conduisit très vite à déceler dans tant de principes posés *a priori*, de graves erreurs sur l'idée de liberté politique – un vain mot quand elle n'est pas « associée à un ordre ».

Le père Picot de Clorivière (1735-1820) fut le premier à analyser la fameuse déclaration des Droits de l'Homme, qui fait oublier que « l'homme tient tout de Dieu ». Pas étonnant que ladite déclaration suscite l'acharnement contre tout ordre naturel et chrétien pour n'exalter que les désirs de "l'Homme"...

Le père Augustin Barruel (1741-1820), pour sa part, a apporté dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, en dépit d'une tournure d'esprit exagérément systématique, d'utiles renseignements sur le danger des sociétés secrètes et de la franc-maçonnerie.

La constitution

Avec Joseph de Maistre (1753-1821) apparaissent les éléments d'une doctrine qui n'est autre qu'une leçon de réalisme en politique. Il a analysé ce que fut le torrent révolutionnaire destiné à continuer à s'autodétruire. On relira avec plaisir, entre autres textes fondamentaux, des phrases lumineuses sur la vanité des constitutions écrites non appuyées sur les lois naturelles : « L'homme peut sans doute planter un pépin, élever un arbre, le perfectionner par la greffe et le tailler en cent ma-

nières ; mais jamais il ne s'est figuré qu'il avait le pouvoir de faire un arbre. »

L'ouvrage s'achève sur Louis de Bonald (1754-1840) qui eût mérité une plus large place. Lui aussi, homme de doctrine ferme, a expliqué que l'homme ne peut pas plus inventer une constitution qu'il ne peut changer les lois de la pesanteur. Il a aussi montré que le dogme de la souveraineté du peuple, mettant l'Homme à la place de Dieu, « devait naturellement conduire à l'athéisme ». En le lisant on comprend pourquoi le nombre s'opposant à l'ordre, la société moderne agglutine les hommes plus qu'elle ne les réunit.

Charles Maurras apparaîtra dans le tome II, mais, déjà chez les écrivains cités ici, on trouve bon nombre d'idées essentielles que le maître de l'Action française allait rendre séduisantes. Son mérite serait de faire de la science politique une science en elle-même, enracinée dans l'intérêt national. Les grandes lois de conservation de la nation que Maistre et Bonald faisaient découler de la sagesse divine, Maurras les déduirait de l'observation positive et de l'expérience des siècles et arriverait aux mêmes conclusions, ce qui aurait pour conséquence bénéfique d'élargir le champ de la contre-révolution et de donner même à des esprits éloignés de la foi catholique l'occasion d'admirer l'ordre établi par Dieu, voire, pour plus d'un, de retrouver le chemin de la foi.

MICHEL FROMENTOUX

¹ Dominique Ancelle : *Galerie contre-révolutionnaire. Tome I. Éd. Clovis, 348 pages, 19 euros.*

■ **Henry Bogdan est agrégé d'histoire et diplômé de "Langues O" en finnois. Il est le meilleur spécialiste de la Mitteleuropa, de l'histoire des pays d'Europe centrale et orientale, en particulier de la question des minorités nationales. Il a publié de nombreux ouvrages dont une Histoire des Habsbourg. Il vient de publier une Histoire de la Bavière aux Éditions Perrin qui lui a valu la bénédiction apostolique du pape Benoît XVI. À l'occasion de l'exposition qui se tient actuellement à Paris, nous lui avons demandé d'évoquer la reine Marie-Antoinette.**

L'ACTION FRANÇAISE 2000 – M. Bogdan, parlez-nous des années de jeunesse de Marie-Antoinette en Autriche.

Henry Bogdan – Maria Antonia Josepha Johanna de Habsbourg-Lorraine est née en 1755, elle est la quinzième des seize enfants de Marie-Thérèse et de François 1^{er} d'Autriche. Elle reçoit une éducation plus laxiste que celle de ses aînés et s'apprend de musique, d'art, de théâtre et de danse. En témoigne sa rencontre avec le jeune Mozart. Elle ne reçoit pas de formation politique. Ce sont plutôt les garçons qui en bénéficient : Joseph II parle cinq des langues de son empire danubien.

L'AF 2000 – Comment vivait-on à Vienne ? Quelles différences avec Versailles ?

H.B. – L'étiquette de la Cour de Vienne est souple et assez simple : les enfants courent dans les appartements sans retenue. Au palais de la Hofburg, la vie de famille, la vie privée même sont très importantes. La vie habsbourgeoise est à la fois provinciale, proche de la nature et des choses de l'esprit. Lorsqu'elle arrive à Versailles, la dauphine a du mal à s'habituer à la complexité et à la rouerie de la vieille cour. Son incompréhension du système politique français et de ses intrigues vient aussi largement

Présence de Marie-Antoinette

du fait que la monarchie habsbourgeoise n'est pas une monarchie absolue de type français.

Calomnies

L'AF 2000 – La reine devient la cible des chansons et libelles qui circulent à Paris. À qui profite cette campagne de dénigrement ?

H.B. – À l'Angleterre, avec laquelle il y a un contentieux important. Aux Orléans qui lanceront le cri d'horreur "l'Autrichienne" pour nuire à la branche aînée des capétiens. On émet l'hypothèse que les frères du roi n'y étaient pas étrangers. Les dépenses que lui impute la légende noire ont été très largement exagérées. Conformément à une tradition habsbourgeoise, elle se comporte en mécène : elle subventionne sur ses deniers M^{me} Vigié-Lebrun, Gluck ou encore Grétry.

L'AF 2000 – On a beaucoup glosé sur ses relations avec son mari. On l'accuse d'avoir eu des amants, surtout le comte suédois Hans Axel de Fersen...

H.B. – Fersen reste un mystère. Il est amoureux de la reine, cela ne fait aucun doute et la reine aime sa compagnie. En 1783, il obtient la charge honorifique de colonel du Royal-Suédois et fait partie du cercle étroit de la souveraine. Cependant, il n'existe aucune preuve d'une relation intime entre le Suédois et la reine de France. Je crois plutôt à un amour platonique. C'est toujours facile de salir, on peut dire tout et n'importe quoi : il y a alors beaucoup de médisances, d'implications politiques dans un climat pré-révolutionnaire. Elle passe beaucoup de temps au petit Trianon pour fuir la Cour, ses intrigues et son cérémonial guindé. L'atmosphère romantique lui sied d'avantage, avec le retour à la nature. C'est aussi un retour à son enfance, faite de joies familiales et de plaisirs bucoliques.

L'AF 2000 – Quand Marie-Antoinette commence-t-elle à témoigner d'un sens politique ?

H.B. – Marie-Antoinette joue d'abord un rôle politique limité. Elle se fait l'écho de l'ambassadeur autrichien Mercy-Argenteau qui veut qu'elle pousse à une politique favorable à l'Autriche. Sa corres-

pondance nous apprend que, dépourvue de culture politique, elle est manipulée par sa famille. C'est-à-dire d'abord sa mère et ses frères, Joseph II, puis Léopold, à qui elle demandera du secours et qui lui ont fait savoir qu'ils ne l'aideraient pas. Ses frères sont alors appelés ailleurs par les affaires polonaises ou encore par la succession de Bavière. De plus, Joseph est un "despote éclairé", ouvert aux idées nouvelles, dans la mesure où elles ne sont pas contagieuses. Ce n'est qu'à la mort de Louis XVI que se recrée une solidarité monarchique.

L'AF 2000 – Quel rôle Marie-Antoinette a-t-elle joué pendant les événements révolutionnaires ? Que dire de son attitude pendant la guerre ?

H.B. – Marie-Antoinette est choquée par les événements du 14 juillet, lors des massacres de la pseudo-prise de la Bastille. À l'été 1789, les violences sont quotidiennes. Le couple royal est soudé devant les événements. Elle et son époux essayent de sauver ce qui peut l'être. Ils considèrent qu'il s'agit de résister à la tyrannie de foules agitées de passions désordonnées. Quant à leur recours à des princes étrangers tels que Léopold ou les Bourbons d'Espagne, cela ne constitue pas une trahison : la constitution garantissait certaines libertés qui s'appliquent à tous sauf au roi. Il n'a ni la liberté de correspondre ni celle de se déplacer. Lors de la marche des femmes sur Versailles, la reine échappe de peu aux assaillants, plus tard elle se montre seule au balcon de la cour de marbre devant une foule armée. Personne ne lui tire dessus, mais la famille royale est contrainte de se rendre à Paris. C'est la fin de la monarchie. Le roi est otage d'une foule parisienne



Immense courage

Lors de l'affaire du Collier, Marie-Antoinette dira : « La France a d'avantage besoin de navires que d'un collier. » Elle témoigne là d'un sens de l'État qui lui vient peu à peu. Elle s'est assagie et a pris ses responsabilités. On peut voir l'effet des remontrances prodiguées par sa mère afin de la voir

tenir son rang et de ne pas se laisser guider par sa seule spontanéité.

tenir son rang et de ne pas se laisser guider par sa seule spontanéité.

sanguinaire qui l'escorte avec des têtes de gardes sur des piques. La souveraine, futile à ses débuts, témoigne d'un immense courage. Elle endurera en 1792 la prise du palais des Tuileries et les insultes de la populace qui pénètre dans ses appartements. Une lettre de Mercy-Argenteau est interceptée et portée devant la Commune. C'est le scandale, la preuve de l'existence d'un prétendu "comité autrichien". C'est de l'auto-intoxication. Il n'y a aucune preuve d'un complot quelconque. Vous savez, les foules sont versatiles.

La guerre est mal engagée. Les défaites contribuent à diffuser la paranoïa, la suspicion s'abat sur les généraux, l'armée est désorganisée. Marie-Antoinette fait bloc autour du roi et compte sur une défaite des armées révolutionnaires. Certains y voient une trahison : intimement, Marie-Antoinette conserve ses sentiments de princesse autrichienne, mais comme reine de France, elle espère voir sortir de la défaite de cette guerre de conquête révolutionnaire une réaction, un sursaut contre les fauteurs de guerre et les propagateurs de l'anarchie sociale et politique.

Le roi ne meurt jamais

L'AF 2000 – Quels commentaires vous inspire l'attitude de la reine après le renversement de la royauté ?

H.B. – Dans cette période très douloureuse, Marie-Antoinette a été constamment auprès de son mari et elle a essayé de faire tout ce qu'elle pouvait en faveur de son fils, Charles-Louis, futur Louis XVII. Après l'exécution de Louis XVI, Marie-Antoinette va accomplir un geste très significatif : elle va s'incliner profondément devant son fils. Par cet acte symbolique, elle manifeste la tradition de la monarchie française qui veut que le roi ne meure jamais. "Le roi est mort, vive le roi." Elle réagit en Française, en reine de France.

PROPOS RECUEILLIS
PAR SÉBASTIEN DE KERERRO

Un Grand Palais pour la Reine

L'époque – qui n'a guère de compassion – en montre soudain, semble-t-il, pour la plus malheureuse des souveraines. Théâtre, rétrospective, film

La foule se rue en cohortes serrées à cette exposition inaugurée le 14 mars.

ont récemment retracé, avec plus ou moins de nuances, l'itinéraire tragique de cette reine dont la vie s'acheva de la plus barbare manière. C'est de nos jours, mue par le respect, que la foule de Paris se rue en cohortes serrées à cette exposition du Grand Palais, inaugurée le 14 mars.

Les commissaires de l'exposition Xavier Salmon et Pierre Arizoli-Clémentel nous invitent au

théâtre : trois actes en effet où se jouent la vie d'une petite archiduchesse autrichienne devenue reine de France. Dernière fille de l'impératrice Marie-Thérèse, Antonia est vive, mutine mais peu studieuse ; elle a, certes, appris le français mais conserve un fort accent germanique ; en revanche, elle aime chanter, danser, et dessine agréablement. Le mariage avec le Dauphin de France et l'arrivée à Versailles – ce Versailles où M^{me} de Pompadour a su attirer artistes et artisans de talent – transforme la petite archiduchesse. Elle mesure le contraste avec la cour de Vienne, à la fois familière et un peu compassée.

Ainsi, grâce aux prêts du château de Versailles et à de nombreuses collections privées, c'est environ 350 objets qui sont autant de témoins de la vie à la Cour, que

nous pouvons apprécier. S'y trouvent quelques très beaux meubles de Riesener dont la reine appréciait la facture, des services de porcelaine de Sèvres, des pièces d'argenterie : aiguillères, pichets et verseuses, des boîtes laquées, des porcelaines de Chine... mais point de vêtement, hélas, tous ayant été détruits ou brûlés pendant la Révolution.

Le scénographe Robert Carzen a choisi de nous présenter la vie de la reine en trois étapes : bleu-ciel grisé sont peintes les salles consacrées à la jeunesse de Marie-Antoinette, puis un immense rideau de scène nous fait pénétrer à Versailles, les tentures sont alors carmin, c'est la vie de cour en spectacle, car la Reine ne dédaignait pas de se produire sur le théâtre ; la vie de famille aussi, sont exposés les très nombreux

portraits de la reine, du roi, des enfants royaux, les célèbres œuvres de M^{me} Vigée-Lebrun dont la belle M^{me} de Polastron sous sa capeline d'Italie, et un bijou de marbre blanc : le buste de Marie-Antoinette par Louis Boizot. Bien des objets touchants nous sont aussi proposés, comme le contrat de mariage de la reine et du roi Louis XVI, signés des deux jeunes époux et le si émouvant "pâté" qui accompagne la signature de Marie-Antoinette.

Après le rouge Versailles, une cloison de verre – brisée à demi, à dessein – nous fait pénétrer dans l'univers noir de ce que Louis XVI pensait être une "révolte" : nous sommes, au propre comme au figuré, dans l'Hadès.

Ce sont les années 1790 et sur les murs sombres s'affichent sans retenue : caricatures, pamphlets,

eaux-fortes à connotations érotiques ; c'est, dans cette vaste salle, une agression continue de haine déferlante ; la gorge serrée, on aspire à la quitter au plus vite. La reine, frivole et légère devenue mère exemplaire et épouse attentive, n'échappera pas à la meute. Un assez raide escalier mène à la sortie. On l'emprunte et la dernière vision qu'on emporte : un très petit portrait – crayon noir sur papier – de la reine sur la charrète fatale. Dû à David, à moins que ce ne soit à Denon, nous le connaissons tous. Il tirerait les larmes aux pierres du chemin.

MONIQUE BEAUMONT

* Galeries nationales du Grand Palais, jusqu'au 30 juin 2008. Réservation conseillée : 01 44 13 17 17. Catalogue de l'Exposition, Xavier Salmon, 400 p. 49 euros.

Se servir du récit pour travestir la réalité

Au commencement était le Verbe. Ces premiers mots de l'Évangile de saint Jean, au-delà de l'Incarnation, peuvent illustrer l'importance du récit, tant oral qu'écrit. De nombreuses

Nouvelle arme de la communication, le storytelling façonne le monde et sa représentation pour modeler les esprits.

œuvres littéraires en sont d'autres exemples (comme *L'Illiade*, *L'Odyssee*, la quête du Graal, les tragédies de Racine ou Corneille). Mais « depuis les années 1990, aux États-Unis puis en Europe, l'art de raconter des histoires a été envahi par les logiques de communication et du capitalisme triomphant, sous l'appellation anodine du "storytelling" : celui-ci est devenu une arme aux mains des "gourous" du marketing, du management et de la communication politique, pour mieux formater les esprits des consommateurs et des citoyens. »¹ Nouvelle façon de communiquer tant au niveau économique que politique, le *storytelling* a été « longtemps considéré comme une forme de communication réservée aux enfants dont la pratique était cantonnée aux

heures de loisirs et l'analyse aux études littéraires (linguistique, rhétorique, grammaire textuelle, narratologie...) ».

Ancien président du Parlement international des écrivains, Christian Salmon en narre dans un brillant essai l'irruption. Cette communication façonne une nouvelle réalité. Elle vise même à nier la réalité, du moins à la transformer en un spectacle, comme l'entendait Guy Debord : « Le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images. »² Centré essentiellement sur les États-Unis, le travail de Christian Salmon nous apprend que cette nouvelle forme de communication s'appuie sur « des histoires de ce que l'Amérique peut et doit être ».

Vision totalitaire

Les rapports sociaux (au sens large du terme : économiques et politiques), formatés par cette communication engendrent désormais une organisation et une vision totalitaire du monde. « C'est l'avènement de la consommation comme seul rapport au monde », et, de plus, « les marques s'attribuent les pouvoirs qu'autrefois on cherchait dans la drogue, dans les mythes ». Ainsi, Christian Salmon évoque, dans la première partie de *Storytelling*, l'évolution du discours et des modèles

du marketing. « [À] l'image de marque, qui domina le marketing des années 1980, [succède] l'histoire de marque, qui s'imposa à partir de 1995. » Une histoire de marque qui constitue une « société du rêve, dans laquelle le travail sera dirigé par des histoires et des émotions et où nous n'achèterons plus seulement des marchandises, mais les histoires qu'elles racontent ».

La vie est un scénario

Étudiant ensuite l'importance du *storytelling* au niveau politique, Christian Salmon retrace la puissance croissante des *spin doctors* et des *story spinners* auprès des dirigeants politiques américains et même désormais en Europe. Et ce dès le scandale du Watergate, bien que *Storytelling* nous montre que cette forme de communication dominait déjà les campagnes électorales et même la pratique politique pendant les années 1960. Une anecdote édifiante, en ouverture du chapitre VII justement nommé « l'empire de la propagande », nous montre à quel point le système entend modifier nos perceptions pour réduire nos capacités de défense. Ainsi, un conseiller de George W. Bush prit à partie un éditeur de *Wall Street Journal*, Robert Suskind, qui indique : « Il m'a dit que les gens comme moi faisaient partie de ces types "ap-

partenant à ce que nous appelons la communauté réalité" [*the reality-based community*] : "Vous croyez que les solutions émergent de votre judicieuse analyse de la réalité observable. J'ai acquiescé et murmuré quelque chose sur les principes des Lumières et l'empirisme. Il me coupa : "Ce n'est plus de cette manière que le monde marche réellement. Nous sommes un em-

La France n'échappe pas au phénomène. De manière flagrante lors de la dernière présidentielle. D'Henri Guaino, créant « une mythologie de la France » pour Nicolas Sarkozy et une sorte de grand mélange entre les figures de la gauche et les figures archétypales de chaque région française visitée par le candidat Sarkozy, à Ségolène Royal voulant réunir nation et gauche, qui plus est à Vitrolles, sans oublier les prénoms donnés à chaque situation pour laquelle celle qui voulait être « une mère pour tous », apporte une solution. Mais pour comprendre ce nouveau discours, il importe de noter, comme le fait Christian Salmon, que Ségolène Royal a fait appel à la filiale française d'Ogilvy, dont la directrice avait été nommée « en 2001 par Colin Powell sous-secrétaire d'État à la Diplomatie chargée de "vendre au monde les valeurs du Département d'État comme une marque" ». Ou l'UMP faisant appel à *Boston Consulting Group* pour aider à élaborer son programme législatif. Bon, quand restaure-t-on le politique ?

ARNAUD NAUDIN

¹ Christian Salmon : *Storytelling*, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits. *La Découverte*.

² Guy Debord : *La Société du spectacle*. *Folio*.



pire maintenant, poursuit-il, et, lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité." » Indiquant également qu'en 1992 Bill Clinton a recruté le directeur de communication de Ronald Reagan, Christian Salmon nous explique que les démocrates analysent leur défaite lors de la présidentielle de 2004 par le fait qu'ils n'ont pas su raconter de bonnes histoires... La vie doit être un scénario.

EXPOSITION

Le verre, lumières et couleurs

L'Orangerie de la maison de Madame Élisabeth, sœur de Louis XVI, réhabilitée par les soins du Conseil général des Yvelines, se prête admirablement à l'organisation d'expositions. Du 20 mars au 22 juin 2008, elle en présente une consacrée au Verre¹, matériau d'œuvres d'art, complexe et paradoxal, éminemment fragile, mais apte à recevoir et à transmettre lumière et couleurs. Une matière qui demande à l'artiste une connaissance approfondie des techniques de l'artisanat, mises au service d'une création.

Le verre se prête non seulement à la décoration, mais à l'élaboration d'œuvres importantes en elles-mêmes. Ne mentionnons

que pour mémoire l'art du vitrail, ainsi qu'une importante étude de Mme Jacqueline Bellanger qui souligne le rôle du verre dans l'art des XVII^e et XVIII^e siècles². Mme Clara Scremini, commissaire de l'exposition, et directrice d'une grande galerie parisienne³, fait découvrir au public les travaux de huit artistes contemporains, de nationalités différentes.

Martine et Jacki Perrin, d'origine lorraine, ont créé ainsi une technique dite *cracking*, aboutissant à un enchevêtrement de verre fragmenté, concassé, dans



un harmonieux mélange couleur d'un bleu glacier.

Anna Skibska, artiste polonaise, réalise avec d'infimes filaments de verre soufflé, des pluies d'étoiles, reliées par de fines résilles d'acier et qui tintent au moindre souffle d'air.

Bernard Dejonghe est passionné par les recherches sur le verre optique et son œuvre, à la limite de la recherche scientifique et de l'art, s'attaque aux matériaux difficiles, déchiffrant ainsi le langage de la nature.

Pour Mme Josépha Gasch-Muche, Sarroise, le verre constitue l'outil le mieux adapté pour appréhender et véhiculer la lumière. Elle utilise de minuscules particules de verre industriel, matériau

à la pointe de la contemporanéité, qu'elle colle sur des modèles géométriques, et elle transforme ainsi une forme statique en une forme dynamique due au scintillement de ces "cils de verres".

Isabelle Monod, Genevoise, connaît parfaitement les contraintes et la rapidité du travail du verre à chaud, le soufflage, et la « lenteur et distance du travail à froid », la taille. Par la méthode du *fusing*, elle y intègre toutes sortes d'éléments, qu'elle emprisonne comme des sulfures dans de petits blocs de verre, constituant ainsi des murets, où les éléments fossilisés évoquent une sorte de vitrail.

Mathei Negreanu, Roumain, traduit le mouvement de la lumière dans ses créations de "vagues" élégantes et raffinées, comme saisies en plein vol.

Enfin Didier Tisseyre, peintre de formation, s'intéresse aux techniques verrières pour "gélifier" les coloris et transmettre la lumière.

Les œuvres de ces grands artistes montrent leur fascination pour le verre vecteur de la lumière par ses qualités de transparence et de "translucidité", même lorsqu'il semble opaque. Il convient de faire la distinction entre le cristal et le

verre. On ne trouve pas de blocs de verre dans la nature. Le cristal de roche, lui, est de la silice pure et cristallisée. La pâte de verre, elle, naît de la chimie sophistiquée du silicium et de bien d'autres oxydes. Ce magma vitreux, malléable est façonné par l'ingéniosité et l'intelligence humaine.

Si la métallurgie a régné au XIX^e siècle, on peut dire que depuis le XX^e siècle, le verre est devenu architectural et objet de recherches scientifiques. Pensons à la Pyramide de la cour du Louvre, et au projet d'un grand pont de verre, à Venise, estimé tout à fait réalisable.

Le catalogue de cette exposition rappelle avec goût les différents talents de ces artistes, qui nous font approcher de l'éternelle énigme du verre devenu l'une des matières industrielles les plus performantes de notre temps et l'une des plus "avant-gardistes". Une très dense introduction de Mme Élisabeth Védrenne complète l'itinéraire de cette originale exposition⁴.

RENÉ PILLORGET

¹ Exposition, 26 rue Champ Lagarde 78000 Versailles. Tél. 01 39 07 71 39.

² Jacqueline Bellanger : *Histoire du verre du Baroque aux Lumières* (Paris, Massin).

³ Rue Quincampoix : Clara Scremini Gallery.

⁴ Catalogue de 64 pages illustrées.

MICHEL D'URANCE Qui-suis-je ? Hamsun

Pardès - 128 p. - 12 euros

Étrange parcours que celui de l'écrivain norvégien Knut Hamsun (1859-1952), auteur de *La Faim*, *Mystères ou encore de Pan*. Prix Nobel de littérature 1920 pour *L'Éveil de la glèbe*, il terminera sa vie dans l'opprobre générale pour n'avoir pas fait mystère de sa fascination pour Hitler. Son œuvre aux accents nietzschéens exalte la figure du vagabond et les ver-

tus de l'errance. Michel d'Urance nous offre ici une solide introduction à la vie et l'œuvre de celui qu'il qualifie de « baron nordique des lettres européennes » et de « Balzac du Nord ». Cette biographie complète efficacement le Dossier H Hamsun paru à l'âge d'homme sous la direction de Régis Boyer.

P.L.

Duchesse en sabots

Longtemps, Anne a eu le tort, aux yeux de certains milieux bretons, d'avoir, par son double mariage français, permis le rattachement, au demeurant inévitable, du duché à la France ; d'autres historiens qui, d'ailleurs,

Figure populaire, Anne de Bretagne est aussi, pour l'historiographie, un personnage contesté. Parfois injustement.

n'étaient pas moins attachés aux droits et privilèges de Bretagne tels qu'ils étaient garantis par le traité de 1531, arguaient, au contraire, qu'Anne, en se résignant en 1491, à épouser Charles VIII, s'était sacrifiée au bien de ses sujets, dans le désir de leur épargner une plus longue guerre et une annexion pure et simple, puisqu'en 1499, après son veuvage, son habileté à négocier les conditions de sa seconde union avec Louis XII était admirable. C'est sans doute à cette seconde vision des faits qu'il est honnête de se tenir. Cependant, le débat, longtemps tumultueux, ne paraît plus aujourd'hui susciter grande passion et c'est la personnalité de la princesse elle-même qui a retenu l'attention quasi-exclusive de ses derniers biographes.

Destin politique

Henri Pigaillem, qui vient de lui consacrer un volume très solidement documenté, de la série *Histoire des reines de France*, a l'incontestable mérite de ne pas négliger, loin de là, les aspects politiques de ce destin, parfois presque au point d'occulter la

femme derrière la souveraine. L'explication en est que la femme ne lui plaît qu'à moitié. Anne aurait eu, en effet, le revers de ses qualités et nos contemporains auraient tendance à s'en offusquer. C'est oublier que la jeune duchesse, quand le duc François II eut admis qu'il n'aurait point de fils légitime, fut élevée comme l'héritière, à laquelle il convenait d'inculquer des vertus d'homme. Confrontée dès sa prime enfance aux malheurs des temps, aux appétits de Louis XI qui attendait l'extinction de la Maison de Montfort, aux faiblesses de son père, aux conflits continuels, et cruellement consciente qu'elle était l'otage, ré-



duit à l'impuissance par son extrême jeunesse, de la situation, Anne s'endurcit, apprit à négocier, à ruser, à obtenir par d'autres voies ce que sa faiblesse lui interdisait de prendre ou de garder. Peut-on le lui reprocher ?

Mère de dix enfants, dont deux filles seulement, Claude et Renée, issues de sa seconde union, devaient vivre, elle souffrit de ces deuils répétés, à titre personnel, certes, et la mort de son aîné, le

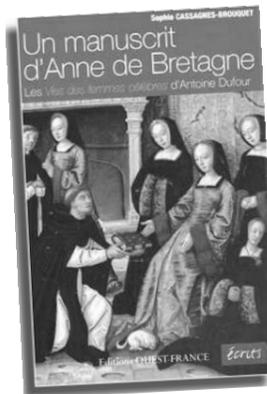
dauphin Charles Orland, en 1495 la plongea dans un chagrin qui étonna la Cour, mais aussi d'un point de vue politique : elle savait que le prolongement de l'autonomie bretonne passait par l'existence d'un second prince, qui hériterait du duché. Cependant, ne pas réussir à donner un dauphin viable à la France ne lui fut sans doute pas moins cruel que de ne pas enfanter le duc de Bretagne espéré. Ce sont là paradoxes d'un autre temps que les mentalités modernes peinent à saisir. Pour les mêmes raisons, Pigaillem, comme d'autres avant lui, reproche à Anne ce qu'il croit être orgueil et hauteur alors qu'il s'agit d'une conscience de son rang, de ce qui est dû à la reine mais aussi de ce que la reine doit à l'État. La femme du roi ne saurait prêter à plaisanterie ou à mépris.

La vocation des dames

Replacée dans son monde, son contexte, Anne, à travers les documents, apparaît, en fait, une femme remarquable, qui s'attira le respect de l'Europe entière, et l'affection de beaucoup. L'œuvre qu'elle avait voulu accomplir ne lui survécut pas. La faute ne lui en est pas imputable puisque la mort seule, qui l'emporta à trente-six ans, en 1514, avant qu'elle ait pu assurer la pérennité dynastique, l'empêcha d'aller au bout de sa vision politique de la Bretagne, de la France et du monde.

Quel rôle s'accordait-elle dans cette stratégie dont elle savait, depuis son enfance, que les hommes y manœuvraient en maîtres ?

L'édition du livre qu'elle commanda au dominicain Antoine Dufour, librement inspiré des vies des femmes illustres de Boccace, dont la reine avait souhaité voir atténuer la misogynie, apporte une réponse. Cette galerie d'héroïnes ou d'anti-héroïnes empruntées à la Bible, à l'hagiographie, à la Perse,



à la Grèce, à Rome, aux Germains, mais aussi à l'histoire contemporaine, à l'instar de Jeanne d'Arc, veut prouver que les dames, si elles n'ont pas pour vocation, en temps ordinaire, de se substituer aux hommes, peuvent, en cas de nécessité, agir virilement et montrer une force d'âme au moins égale à celle de leurs seigneurs et maîtres. C'est ainsi qu'Anne se voyait et se voulait.

Sophie Cassagnes-Brouquet, qui présente ce *Manuscrit d'Anne de Bretagne* conservé au musée Dobrée de Nantes, souligne à bon droit, la plupart de ces notices biographiques fourmillant d'erreurs historiques, qu'il ne faut pas chercher dans ces pages l'exactitude, mais plutôt une vision de la place de la femme dans la société. Vi-

sion embellie, idéalisée, dans l'espoir de voir cet idéal se réaliser un jour. Idéal propre à révolter les féministes, tant il respecte les rôles traditionnels des sexes et voue au malheur celles qui oublient d'être chastes filles, vertueuses épouses, mères admirables. Tel quel, il aida pourtant à changer les mentalités de la cour.

ANNE BERNET

* Henri Pigaillem : *Anne de Bretagne. Pygmalion, 440 p., 21,90 euros.*

* Sophie Cassagnes-Brouquet : *Un manuscrit d'Anne de Bretagne. Ouest-France, 250 p., 23 euros.*

GEORGES MINOIS

Anne de Bretagne

Fayard - 580 p. - 23 euros

De tous les biographes actuels de la duchesse-reine, Minois est le plus hostile à sa personnalité, et plus encore à ce qu'elle incarne. Historien de l'Église, de la Bretagne et



de l'Ancien Régime, il en dénigre tous les aspects dans chaque de ses livres, leur reprochant précisément d'être catholiques et étrangers aux mentalités issues des droits de l'homme. Étonnante façon d'étudier le passé... L'ouvrage est cependant très complet, très documenté, et vaut par une présentation du contexte breton que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Il sera bon, cependant, de se souvenir qu'elle est, comme le reste, fort orientée.

A.B.

PHILIPPE TOURAULT

Anne de Bretagne

Perrin - 320 p. - 21 euros

Le Nantais Philippe Tourault n'a pas, envers sa duchesse, les mêmes griefs et c'est sans doute la raison pour laquelle son livre, récemment réédité, a connu et connaît un succès jamais démenti. S'il ne néglige pas les questions politiques et diplomatiques, il a la délicatesse, souvent ignorée des biographes, de se souvenir qu'Anne fut une femme véritable, capable d'aimer et de souffrir. Sans jamais oublier la souveraine, qui fut grande et habitée d'un sens du devoir hors du commun, il la montre épouse, amoureuse, malheureuse, endeuillée, et mère, plus endeuillée encore. Humaine enfin, et attachante.

A.B.

THÉÂTRE

La Reine morte

Avec ses bandeaux rouge et noir, elle s'appelle la "Collection blanche", cette livraison Gallimard dans laquelle fut publiée, à l'automne 1942, la première

Un débat cornélien entre patriotisme et passion.

œuvre théâtrale de Henry de Montherlant. Rouge, noir, sont indissociablement présents lorsqu'on évoque *La Reine morte* : vie et mort, duel extrême dans les esprits et dans les cœurs, amour et devoir, compassion et rigueur, le bonheur ou les lois du royaume, le poète nous propose un débat cornélien entre patriotisme et passion et, ce, en plein cœur de la sombre Occupation. Jean-Laurent Cochet qui met en scène avec noblesse cette œuvre politique, l'a bien sentie, lui aussi, rouge et noire, et inconsciemment peut-être, a choisi l'écarlate de velours pour en vêtir l'héroïne, Inès de Castro, celle par qui le malheur arrive, tandis que le monarque qu'il incarne se drape dans un bliaud, plus que noir, au plissé ondoyant.

Face à face, ils sont là, Ferrante, roi de Portugal et Dona Inès, l'amante de son fils, tels le roi et la reine du jeu sur un implacable échiquier. Si l'on a pu revoir une photographie de Jean Yonnel, créateur du rôle à la Comédie française en décembre 42, on ne peut oublier son visage émacié à la courte barbe de condottiere, si différent de l'aimable rondeur de Jean-Laurent Cochet qui nous donne, — et avec quelle âme — "son" Ferrante, au départ presque paternel avec Inès, déçu qu'il est par son don Pedro de fils — « **Le Prince est une eau peu profonde...** » — on ne saurait mieux faire dans le dédain, hélas. Entre Ferrante et Inès, le débat est grave : il ne s'agit de rien de moins que d'une renonciation au nom de la raison d'État. D'acte en acte, le spectateur est porté par une prose de la plus haute volée, toujours

poétique et, même en situation dramatique, porteuse d'humour. Tout l'art de Montherlant. Il est des répliques que l'on ne peut oublier, comme celle de la découverte de l'amour par Inès : « **Le jour où je l'ai connu est comme le jour où je suis née. Ce jour-là, on a enlevé mon cœur et on a mis à sa place un visage d'homme.** » Ainsi, ce sera le combat de deux passions, car le Roi est le roi : « **J'ai ma couronne, j'ai ma terre, ce peuple que Dieu m'a confié, je suis comme un grand**



arbre qui doit faire de l'ombre à des centaines de milliers de corps et d'âmes... » Ferrante est avant tout un politique et nous assisterons au duel exacerbé de deux exigences : l'absolu du patriotisme et l'absolu de l'amour; Or, Dona Inès mariée secrètement à Pedro se sent forte de cet amour con-

cré. Alors qu'il s'est posé par deux fois la question « **Pourquoi est-ce que je la tue ?** », le roi cédera aux conseils de ses Grands : Inès doit mourir. Catherine Griffoni est une très émouvante Inès de Castro, victime expiatoire annoncée, l'infante de Navarre qui pourrait lui ravir son Prince, est jouée par Élisabeth Ventura que le metteur en scène a choisi de vêtir de jaune-or, vivante flamme à la proue du navire, Pierre Delavène est un trop bel Egas Coelho dont la virulence et le cynisme doucereux ne mérite pas si noble figure. Les conseillers auront eu raison du Roi : l'ordre fatal est donné.

Recru de fatigue et de luttes, le Roi expire sur le théâtre : dans le même temps, sur une litière, Inès est ramenée sur scène, sans vie, la couronne du Portugal sur son sein. Couronnée après sa mort.

MONIQUE BEAUMONT

* Compagnie Jean-Laurent Cochet. Théâtre 14, 20 avenue Marc Sangnier, 75014 Paris. Location : 01 45 45 49 77.

SUR LA TOILE

ON RASE GRATIS !

Dans le numéro de mars de la revue américaine Wired, Chris Anderson clame que la gratuité est l'avenir de l'économie. Cette "figure pensante" de la toile appuie notamment son propos sur le précédent de Gillette, qui a diffusé largement des rasoirs pour vendre des lames. Il souligne également la décision de Google et Yahoo d'ouvrir leurs serveurs aux internautes désireux d'y stocker des volumes croissants de données. Son modèle – qu'il détaillera prochainement dans un livre – est jugé « puissant et convainquant » par Dominique Piotet, président de l'Atelier BNP Paribas à San Francisco, qui ne cache pas, cependant, une certaine réserve : « Cette multitude d'internautes, aux contours mal déterminés, qui décide aujourd'hui de participer gratuitement, d'échanger sa musique, d'améliorer les moteurs de recherche en les utilisant, de publier ses données, pourra produire de l'or pour les quelques-uns qui sauront l'utiliser. Ces alchimistes des multitudes... Ils sont très peu nombreux aujourd'hui, et la fragilité des modèles décrits par Anderson nous aide plus à décrire un monde en transition qu'un modèle déterminé. Si aujourd'hui, sur le Web, on rase gratis, ce n'est sans doute que par un petit sursaut de l'histoire économique. Car il ne sera pas facile de tenir dans le temps. »

UNE ÉCOLE LIBRE

« 150 millions d'euros, autrement dit 1 milliard de francs, c'est l'ordre de grandeur de ce qu'il en coûterait à l'École française [...] si tous les ordinateurs [...] des établissements scolaires devaient adopter le nouveau système d'exploitation Windows Vista et la suite bureautique qui va avec, MS Office 2007. » Ce chiffre est communiqué dans un billet de framablog.net, invitant à la lecture d'un rapport consacré au rôle des États et aux positions dominantes dans le secteur informatique. Ce document est diffusé par deux associations (la FFII et l'ASSOLI) assurant la promotion des logiciels "libres" : des programmes susceptibles d'être librement copiés et modifiés.

WIKIPEDIA

Wikipedia a franchi, le 27 mars, le cap des 10 millions d'articles. Cette "encyclopédie collaborative", enrichie à chaque instant par les contributions des internautes, exerce une influence phénoménale. Profitant d'un excellent référencement, elle figurait en février, selon Mediamétrie, parmi les dix sites les plus fréquentés, sa version française comptabilisait 7,9 millions de visiteurs uniques sur cette période.

G.D.

Le bon sens en action

Dans une tribune des Échos intitulée « Optimiser les institutions politiques »¹ deux économistes, Emmanuelle Auriol et Robert Gary-Bobo, indiquent qu'un « nombre excessif d'élus, comme en France, est corrélé avec des coûts et des délais élevés pour créer une nouvelle entreprise ». S'inspirant de l'optimisation du fonctionnement des marchés, ils se sont intéressés « à la taille optimale des Parlements ». Ainsi, « la France entretient 354 élus de trop par rapport à une situation optimale ! » Ensuite, « plus un pays a d'élus, plus sa population se plaint de vivre dans un monde corrompu ». Sans oublier « les tracasseries administratives ».

« Normes excessives » et en grand nombre, « favoritisme » et « pots-de-vin » ne sont pas qu'un frein pour la croissance comme le regrettent les deux économistes. Ils sont inhérents à un système peu représentatif. Le parlementarisme est malade de l'ineptie de la souveraineté populaire déléguée aux élus. Et s'il fallait garder une chambre existante, contrairement aux analystes et aux thuriféraires du Parlement, le Sénat ferait l'affaire. Certes en le corrigeant, mais il s'appuie sur une représentation des territoires. Malheureusement entachée par la politiciaillerie républicaine.

DANS LA PRESSE

Non, rien n'a changé

Dans un monde gagné par la grisaille ou la barbarie, il est bon de rire de poncifs une nouvelle fois énoncés par la presse avec la plus naïve vigueur. Ainsi, sur le blog de Libération intitulé *Le Contre Journal*², le très dispensable Jean-Clément Martin sort de sa réserve pour défendre la République, mise en danger par *Le Livre noir de la Révolution française* présenté comme « une manipulation ».

Celui qui nie avec force le massacre des Lucs-sur-Boulogne indique dans cet entretien que « *Le Livre noir* donne une vision totalement faussée de la Révolution : une France coupée en deux avec les catholiques d'un côté, les révolutionnaires athées le couteau entre les dents de l'autre ». Et pire encore : « Tout ce qui est révolutionnaire est mauvais. Il faudrait donc revenir aux valeurs tirées de la contre-révolution, et plus précisément de son aile radicale et clairement catholique. » « On est clairement en présence d'une critique catholique de la Révolution, proche de l'intégrisme même. » Prière de ne pas rire devant tant de bêtise anticléricale et une telle défense d'une révolution vertueuse et peu sanguinaire.

Oui peu sanguinaire, car M. Martin tient à préciser que « quand on regarde les textes, la Terreur n'a jamais été "à l'ordre du jour". Robespierre lui-même n'en voulait pas, ainsi que la quasi-totalité des conventionnels. » Un de nos chers lecteurs peut-il envoyer une reproduction du décret de la Convention du 1^{er} octobre 1793 exigeant que « les brigands de la Vendée soient exterminés » ? Le plus grave restant : « Comparer Saint Just au fascisme est absurde. Il n'y a pas la hiérarchisation des individus, ou l'échelle des êtres, qu'il y avait dans le fascisme. »

République des lettres ou de la bêtise ?

Le sieur Martin, heureusement, n'est pas seul. Pierre Assouline³, lui aussi, y va de son indignation et de sa morgue contre les auteurs de *Livre noir*. Chez certains, cela semble une manie (voir le précédent numéro de *L'Action Française* 2000). Donc, Pierre Assouline semble regretter que « des

¹ Les Échos, 26 mars 2008.

² http://contrejournal.blogs.libération.fr/mon_weblog/2008/03/livre-noir-de-l.html

³ <http://passouline.blog.lemonde.fr/2008/03/18/la-contre-revolution-bouge-encore/>

LE TROISIÈME ŒIL



Le Tibet n'existe pas !

Cette semaine, il nous faut féliciter l'ensemble des chaînes du PAF qui se sont surpassées en nous transportant vers les sommets anti-extatiques de la pensée zéro. « Tibet par là ! » ; « Ha ! mon Dalaïma chéri ! » ; « Pékin ne passera pas ! »... Faisant fi de toute réflexion, les slogans ont fusé jusqu'à l'indigestion. Se limitant à l'éternelle question du boycott des prochains Jeux olympiques, aucun commentateur ne s'est interrogé sur le bien fondé des velléités indépendantistes tibétaines et de leurs enjeux géostratégiques.

Si ce n'est à revenir à une fausse citoyenneté, réduite à une anthropologie ethnique, nous renvoyant "aux heures les plus sombres de notre histoire" et à celles plus récentes du Kosovo, partie intégrante de la nation chinoise, ni le Tibet ni son indépendance ne peuvent exister ! D'autant que, moteur de l'économie et garante des fragiles équilibres financiers mondiaux, une Chine déstabilisée de l'intérieur et livrée à la guerre civile ne profiterait à personne.

Politiquement, la question est pourtant délicate. Pour les États-Unis, embourbés avec une opinion publique de plus en plus opposée à la guerre du pétrole alors qu'ils ont depuis longtemps fait le pari de la croissance par la puissance militaire et l'information, les relations commerciales avec la Chine sont primordiales. L'indé-

pendance tibétaine est un sujet sur lequel la diplomatie américaine, tout en faisant bonne figure, n'interviendra certainement pas. En revanche l'opinion européenne, droit-de-l'hommiste et sensibilisée aux enjeux écologiques, nouveau moteur de sa croissance, et qui regarde d'un mauvais œil la Chine, grande consommatrice d'énergie et démocratiquement peu ouverte, est médiatiquement préparée à "un choc libérateur".

La Chine est dangereuse

Mais, reconvertie à l'économie de marché, la Chine est dangereuse, non pas, comme on veut nous le faire croire, parce qu'elle est une dictature fermée à l'esprit des Lumières, mais parce qu'elle peut devenir la figure de proue du capitalisme sauvage, la caricature du plus pur modèle libéral qui soit, dominant et écrasant les États occidentaux sur son passage.

Car contrairement aux pays de l'Est, la Chine n'a jamais confondu capitalisme et démocratie. Législation du travail inexistante, mépris environnemental, libertés encadrées, toutes les capitales européennes savent que les records de croissance chinois sont le fait de ce peu d'empathie pour notre "modèle démocratique" et veulent

contraindre la Chine à la thérapie de la confusion en usant d'une arme dont elles seules détiennent tous les rouages : la puissance médiatique !

C'est pourquoi, dans ce jeu qui ne veut pas dire son nom, après avoir offert à Pékin le cadeau empoisonné des JO, et la cohorte de caméras qui l'accompagne, l'Occident agite son nouveau héros de la démocratie à tout prix : le Dalaï-Lama. Idole des nouveaux bourgeois et des plateaux télé, l'empereur pourpre de la zen attitude déculpabilise les bobos, rassure les marchés et empoisonne Pékin. Pensée laïque du repli sur soi et du désintérêt pour l'autre, en cela ultra-moderne, le boud-

historiens chevronnés à la réputation aussi établie qu'Emmanuel Le Roy-Ladurie et Jean Tulard » se soient laissés « embarquer dans cette galère ». Là encore la petite pique anticléricale : « Car il ressort de cette critique catholique de la Révolution qu'il faut tout jeter, le bébé et l'eau du bain. » Et d'indiquer que « même si l'on connaît déjà bien ses vues sur la question, on croit tout de même se souvenir que Pierre Chaunu a été d'ordinaire plus nuancé, il y a longtemps, il est vrai. On a du mal à le voir se mêler à un ensemble d'où il ressort qu'au fond, la Révolution française a été pour l'essentiel la matrice du Goulag et des camps d'extermination nazis. »

Il suffirait à M. Assouline d'assister à des conférences de l'Action française où l'on lui montrera que la Révolution française est un bloc et qu'elle est bien la matrice des totalitarismes sanguinaires. Avec des sources et non des extrapolations. Mais que pouvons-nous faire lorsqu'il proclame que Jean-Clément Martin est « l'un des meilleurs spécialistes de cette période » ? Oui, et bien que cela vous chagrine, nous nous félicitons qu'il y ait eu plusieurs rééditions et que cet ouvrage figure parmi les meilleures ventes d'essai de la Fnac.

ARNAUD NAUDIN

dhisme n'a pour unique destinée sociale que le confort individuel comme échappatoire offert en occident à la culpabilité des nantis. Mais parce que l'ouvrier broyé par les délocalisations vers la Chine, a certainement d'autres espérances que celle de s'allonger sur son divan à méditer son renoncement au monde et à ses plaisirs, il est à craindre que, demain, il ne cherche ici des coupables... Et parce qu'à l'heure où il nous faut repenser le capitalisme mondial, prôner le bouddhisme comme nouveau chantre de libéralisation sociale est une blague qui ne fera pas rire la Chine, traditionnellement réfractaire à l'idée d'individualité, et qui risque rapidement de se transformer en bombe dont nous paierons ici et là-bas l'explosion !

DENIS ABOUT

L'ACTION FRANÇAISE		TARIF DES ABONNEMENTS	
(paraît les 1 ^{er} et 3 ^e jeudis de chaque mois)			
1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



**L'AF
SUR ALJAZEERA**

Ce mercredi 26 mars, Nicolas Sarkozy et Carla Bruni arrivaient à Londres pour une visite à la reine Elizabeth II. La chaîne câblée d'informations Aljazeera English, ayant eu vent des manières assez peu aristocratiques du président français, avait voulu en savoir plus sur le personnage. Les correspondants en France de la chaîne, soucieux de rencontrer des personnes de bonne tradition française, se sont donc adressés à L'Action Française. Dans une courte émission diffusée plusieurs fois dans la matinée du 26 mars sur la chaîne anglaise, on put ainsi entendre Michel Fromentoux montrer la différence entre une famille royale incarnant une nation d'âge en âge et un parvenu sorti des urnes...

AF

VENDREDI 4 AVRIL 2008 À 19 H 15

L'ÉTAT FACE À DIEU

Débat entre l'abbé Guillaume de Tanoüarn et Philippe Champion, directeur de la rédaction de L'Action Française 2000
10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Métro Palais Royal ou Louvre Rivoli

FÉDÉRATION ROYALISTE DE BOURGOGNE

**Réunion extraordinaire à Lyon
le vendredi 11 avril**

■ Première rencontre en vue de la préparation du Rassemblement royaliste du 6 juillet 2008, ouverte à tous nos amis des régions proches : Bourgogne, Lyonnais, Dauphiné, Forez, Vivarais... et aux personnes désireuses de faire notre connaissance.

19 heures : apéritif et lancement de la campagne "100 euros pour les 100 ans de l'AF" ; causerie d'Alexandre Boritch sur l'esprit des camelots du Roi.

20 heures : conférence du professeur Jean Foyard sur "les origines de l'Action française dans l'œuvre de Barrès".

21 heures : dîner de rencontre et de travail ; organisation de la section jeunes d'AF, autour de Sébastien de Pouzols et Jean-Baptiste Rolland.

Cette réunion se déroulant chez un particulier à Lyon même, le nombre de places y est limité. Renseignements et inscriptions préalables par téléphone au 06 62 48 12 31.

Le lendemain, un service de voitures est prévu pour assurer la desserte de la réunion annuelle organisée par Madame la comtesse de Quatrebarbes au château de Pierreclos.

Soyez nombreux à vous inscrire !

**CERCLE
JACQUES BAINVILLE**



Réunion chaque jeudi à 19 h 30 au News Café, 78 rue d'Assas à Paris

Informations : www.cjb-assas.new.fr

Informations

■ À Nice, le 13 avril 2008, dans le cadre de l'association France royaliste Nice Provence que préside notre fidèle amie Josepha Guillemin, Alexis Arette interviendra sur le thème "Quelle nation pour le III^e millénaire ?" Renseignements : par téléphone au 04 93 93 10 45 ou sur www.acr1290.org.

■ L'association Catholiques pour les libertés économiques organise une conférence-débat le vendredi 25 avril à 18 h 30. Olivier Méresse, consultant en stratégie, traitera du sujet "Les entreprises en guerre contre l'État". Salle de l'ASIEM, 6 rue Alberet de Lapparent, Paris 7^e. Entrée : 10 euros.

■ Nos collaborateurs Pierre Hillard et Jean-Pierre Dickès ainsi que nos amis Olivier Pichon et Alexis Arette prendront la parole, sur le thème "le temps des barbares", lors de la journée d'étude organisée le dimanche 18 mai 2008 à Villepreux par l'association France Royaliste, 14690 Le Bô. Renseignements : 06 71 02 26 47 ou 06 80 42 46 71.

Un site essentiel



www.maurras.net

HAUTS-DE-SEINE PARIS 17^e

Vendredi 11 avril 2008 à 20 heures

Dîner-débat avec Axel Tisserand

À l'occasion de la sortie du livre *Dieu et le roi*, correspondance entre Charles Maurras et l'abbé Penon (1883-1928)

Au Restaurant Le Boléro de Ravel

37 rue Gabriel Péri, 92300 Levallois-Perret

Métro Anatole France - bus 174

Participation : 25 euros - Étudiants : 16 euros

Inscriptions avant le 4 avril auprès de Mme Geneviève Castelluccio,

46, rue Gabriel Péri, 92300 Levallois-Perret

Chèques à l'ordre de Mme Castelluccio

Renseignements : 01 47 57 05 81



COURRIER DES LECTEURS

■ Suite à votre article d'hommage à M. Lazare Ponticelli, dernier poilu de la guerre de 1914-1918, paru dans L'Action Française 2000, daté du 20 mars (n° 2744), je me permets de vous préciser que

M. Ponticelli fut contraint de regagner l'Italie en 1915 pour se battre avec les Alpini de l'Armée royale italienne contre les Austro-Hongrois dans le Tyrol jusqu'en 1918, au cours desquelles il fut

blessé, cité et décoré. (Un détachement des Alpini était présent à la cérémonie d'hommage aux Invalides).

PATRICE GASTAUD
(Sospel)

**REJOIGNEZ
NOS ÉQUIPES
DE VENDEURS À LA CRIÉE !**

<http://www.camelotsduroi.canalblog.com/>



Nous n'en avons certainement pas fini avec l'inépuisable *Livre noir de la Révolution française* que nous avons présenté dans ces colonnes dès sa parution en janvier dernier. Si les contributions sont certes disparates, il n'en ressort pas moins

La politique, vieil art de gouverner, s'est peu à peu convertie en une sorte de guerre d'idées.

de cette lecture l'impression générale fort marquante que la première rupture des années 1790 visa d'abord la politique et la civilisation en elles-mêmes, au point de les dissoudre lentement – l'actuelle dissolution de la souveraineté politique et culturelle étant finalement l'aboutissement ultime de cette (r)évolution.

La politique, vieil art et vieille manière de gouverner les grands États, œuvre de service et donc d'amour, s'est peu à peu convertie en une sorte de guerre d'idées, les passions idéologiques remplaçant les antiques passions et drames intimes auxquels la religion donnait ses mots, ses rites, et ses remèdes. La haine s'installe peu à peu, inhérente à la conception moderne de la politique où nos contemporains reversaient, à mesure qu'ils ne croyaient plus au Ciel, les anciennes ardeurs de la foi. Toutes les passions mises au service de la foi, toutes les règles qu'imposait la morale se trouveraient peu à peu comme transvasées dans le domaine politique, celles-ci devenant pour les esprits l'alpha et l'oméga du juste et de l'injuste, du bien et du mal et,

même, du beau et du laid. Le prochain, du coup ne fut plus le proche, celui ou celle avec qui partager une communauté d'intérêt, un héritage, une fraternité pour ainsi dire naturels. En organisant la guerre politique, c'est-à-dire la guerre civile, la société s'ouvrait à elle-même les vastes territoires de la haine : il y eut la haine des aristocrates, puis la haine des bourgeois, puis la haine de la droite si l'on était à gauche, de la gauche si l'on était à droite, par-dessus tout la haine de l'unité nationale, de l'État, de la nation, de la civilisation elle-même en ce qu'elle unifiait ce qu'il fallait diviser en opinions, en idéologies, en partis. Et c'est ainsi que s'évapora lentement, non point seulement l'unité du corps politique, mais l'art politique lui-même en ce qu'il était censé veiller à sa paix intérieure, son équilibre et sa prospérité, par-dessus tout sa souveraineté propre.

René Girard a bien montré dans ses derniers et terribles ouvrages *Je vois Satan tomber comme la foudre* et *Achever Clausewitz* combien cette substitution lente certes, mais continue depuis la Révolution française, a substitué, à la violence domestiquée des âges monarchiques et aristocratiques, une violence démocratique, notamment déchaînée dans la modification radicale des conditions de la guerre. De même que l'antique politique réglée par son domaine, ses codes et ses traditions propres, c'est-à-dire la conscience de ses limites propres (y compris celles du pouvoir du roi : « Si j'étais préfet de police, je ferais

La Haine

interdire les fiacres la nuit », disait Louis XV), a fait place au terrible "tout est politique" ouvrant naturellement la porte à tous les totalitarismes : de même l'ancienne guerre, circonscrite à la société militaire réglée par ses codes et



L'unité nationale autour du sacre de Charles VII en présence de Jeanne d'Arc

ses politesses s'est demeurément élargie aux dimensions de passions réputées nécessaires et légitimes. Dans la démocratie moderne, tout entière organisée par l'égalité du suffrage, il faut appartenir à une école de pensée plus qu'à la nation, laquelle est en somme devenue générale et illimitée – Girard voit même dans ce débordage de la violence civile, désormais servie par des moyens de destruction inouïs, les prémices d'une apocalypse. Cet affranchissement terrible fut d'abord le fait des démocraties populaires, héritières de notre Révolution – en quoi ce *Livre noir de la Révolution* annonce par tant d'aspects Le

Livre noir du communisme ; désormais, cependant, ce sont les États-Unis, autre nation démocratique "par excellence" qui, faisant la guerre sans même "déclarer la guerre" (à la Serbie, puis à l'Irak, puis à l'Afghanistan), sans même reconnaître quelque droit de la guerre, c'est-à-dire un droit international minimal (ce que l'on a connu sous le nom de *jus cogens europeanus*), portent à son paroxysme le déchaînement général de la violence qui sera, dit Girard, la marque du nouveau siècle.

Les frères se déchirent

Hélas il a fallu que les royalistes, alors même qu'ils étaient dépositaires de la politesse de l'ancien monde, c'est-à-dire de son profond libéralisme, mot aujourd'hui si dévoyé, s'enrôlassent à leur tour dans les passions de la politique au sens religieux de ce mot, se ruent dans des machines de guerre idéologiques. On se mit à haïr les républicains parce qu'ils étaient républicains, les partisans des Bourbons parce qu'ils l'étaient des Orléans, et vice versa. Et ne parlons pas des querelles incessantes entre les chapelles intérieures à ces chapelles mêmes.

Mettons-nous en garde nous-mêmes contre ces déchaînements qui sont la plus sûre manière, non seulement de nous trouver infidèles à notre héritage politique, spirituel et moral, mais, aussi, au simple souci de l'efficacité politique. On peut certes se laisser aller au mépris (à condition, comme

disait Montherlant, de ne le dispenser qu'avec parcimonie « en raison du grand nombre de nécessaires ») ; car le mépris a le signe de toute démarche créatrice : il est violent et passager, il ne s'arrête pas et passe à autre chose ; la haine, elle, s'arrête, s'obstine et brûle tout, à commencer par le cœur qui s'y livre et s'y anéantit. Au fond de la haine, il y a toujours une rage, qui finit par s'étendre à la terre entière et à transformer le croyant en un éternel vaincu auquel la victoire même de ses principes paraîtrait odieuse. Et c'est ainsi que nous sommes morts.

On appréciera que notre ami Gérard Leclerc, rendant compte dans le bimensuel *Royaliste* (numéro du 3 au 16 mars 2008) de l'incisive *Enquête sur la Démocratie* récemment publiée par Pierre Manent, place sur le même plan deux sortes d'adversaires au libéralisme qui, dans sa version la plus classique, reste au cœur du projet royal : ici les républicains inspirés des exemples grecs et romains, ceux de cités utopiques ou imaginaires ; là les partisans fanatiques de "l'autre cité" qui, mélangeant tout, eux aussi, protestent que le royaume n'est pas de ce monde, récusent en bloc tout ce qu'ils voient, et finalement ne songent plus à nulle victoire politique. La haine de ses concitoyens et la haine du monde s'appellent l'une l'autre : c'est en détruisant les barrières partout instillées par la république moderne, la droite et la gauche, le Tout du bien et le Tout du mal et sa coterie contre toutes les autres que nous sortirons du culte de l'éternelle défaite, de ses ruminations bienheureuses et des marginalités délicieuses.

CHARLES MOUSSAY

C'EST ARRIVÉ IL Y A 100 ANS

Par Juliette Parisot

Nos idées toujours d'actualité !

L'Action Française
17 avril 1908
n°28

LA POLITIQUE Le "Statuto" (la Constitution)

[...] Les ouvriers de la gare de Rennes auraient pu invoquer un à un les articles de la *Déclaration des Droits de l'Homme* : cette guitare ne les auraient pas empêchés d'être et de rester suspendus par la volonté des patrons. [...]

Heureusement pour eux ils étaient groupés et organisés : ils ont agi collectivement et, moitié menaçant, moitié négociant, fait commuer la suspension en un simple déplacement.

Moralité, l'isolement de l'individu, tel que le veulent les libéraux, les gens du Statuto, est un pur esclavage. Au lieu que l'association, par sa règle même, affranchit.

CHARLES MAURRAS

CETTE ANNÉE-LÀ : 1770

Le mariage du siècle

guyon, qui lui inculquait une conception fénelonienne de ses futurs devoirs de roi, fondée plus sur la vertu que sur le sens de l'autorité et peu efficace pour redresser sa sensibilité excessive.

Renversement des alliances

Marie-Antoinette, pour sa part, avait grandi à la Cour de Vienne dans une assez grande liberté ; ses gouvernantes s'étaient soucies de lui apprendre le maintien, la danse, la musique, plus souvent que de nourrir son intelligence pourtant très vive. Pour la préparer à son rôle de dauphine de France et notamment pour perfectionner son français, sa mère lui avait donné un nouveau précepteur, l'abbé de Vermont, docteur en Sorbonne. À quinze ans, quelque peu primesautière, elle était toute grâce et touchait tous les cœurs.

Ce mariage marquait l'apothéose de la grande et prémonitoire politique de renversement des alliances que le conformisme idéo-

logique des faiseurs d'opinion a si naïvement reproché à Louis XV.

Il s'était avéré au milieu du XVIII^e siècle que la vieille politique de lutte contre la maison d'Autriche n'avait plus de raison d'être, car depuis que des Bourbons régnaient en Espagne (1700), le grand danger en Europe venait de la Prusse aux ambitions démesurées. Or le roi de ce pays, Frédéric II, était devenu la coqueluche des philosophes dits des Lumières ! Louis XV avait eu le courage de braver l'opinion dès 1756, alors qu'allait commencer la Guerre de Sept ans. Avec l'aide de l'abbé de Bernis, futur cardinal, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et du duc de Choiseul, alors ambassadeur à Vienne, et aussi de la marquise de Pompadour, il avait répondu aux avances de l'impératrice qui ne pouvait être diplomatiquement isolée face aux visées prussiennes sur l'Allemagne. Bainville l'a montré clairement, il s'agissait, dans l'esprit du vieux traité de Westphalie (1648) de défendre « l'équilibre européen », ce dont on aurait dû se souvenir en 1917 !...

Les négociations en vue du mariage de Louis et Marie-Antoinette ne traînèrent pas, menées dès 1767 par le marquis de Durfort, ambassadeur de France à Vienne, avec l'aide de l'ambassadeur d'Autriche en France, le comte de Mercy-Argenteau, qui s'engagea auprès de l'impératrice à veiller sur la petite archiduchesse...

Celle-ci, arrivée le 7 mai 1770 à Strasbourg, où un pavillon sur le Rhin lui permit de changer ses vêtements, rencontra le dauphin le 13 dans la forêt de Compiègne, et le 16, tout Versailles rutilait des plus grands fastes pour le mariage célébré par l'archevêque de Reims. Les fêtes durèrent plusieurs jours à Versailles et à Paris, où, hélas, le 30 mai, la foule en liesse, s'engouffrant rue Royale, ne put éviter le drame : plus de trois cents personnes moururent piétinées. Marie-Antoinette en fut bouleversée.

Quatre ans plus tard, le 10 mai 1774, mourait Louis XV. À vingt ans Louis devenait le roi Louis XVI et, à dix-neuf ans Marie-Antoinette, reine de France, était déjà désignée par une coterie de désœuvrés comme "l'Autrichienne"... À genoux, ils prièrent Dieu de les aider.

MICHEL FROMENTOUX